3381

République du Sénégal
Projet de Fonds de Développement Social (Cr. 3446-SE)
Dernière Mission de Supervision – Juin 2006
Aide-mémoire

I. INTRODUCTION

1. Une mission de la Banque Mondiale a procédé à une mission de supervision du Projet de Fonds de Développement Social (PFDS) et de préparation du Rapport d'Achèvement du Projet (ICR). Cette mission s'est déroulée au Sénégal du 6 au 16 juin 2006. La mission était composée de MM/Mmes Serge Theunynck, spécialiste principal en exécution de projets et coordinateur de la mission, Mirey Ovadya, spécialiste des opérations et responsable de l'ICR, Julie Van Domelen, Spécialiste en Fonds Sociaux, consultante, Aissatou Diack, spécialiste principal de santé publique, Osval Rocha spécialiste en gestion financière, Bourama Diaite, spécialiste en passation des marchés, et Astou Diaw-Ba, assistante de projet. La mission a été précédée par Mme Mentchita Caramat, spécialiste des situations de post-conflit, qui a effectué une supervision spécifique du programme conduit par l'AFDS en Casamance. M. André Ryba, spécialiste en microfinance assurera sa partie de la mission du 25 au 30 juin et fournira une note séparée/

2. L'objectif de la présente mission était double :

- effectuer une dernière supervision du Projet de Fonds de Développement Social dont le crédit sera clôturé le 30 juin 2006
- effectuer une première mission de préparation du Rapport d'Achèvement du Projet (Implementation Completion Report ICR) qui doit être finalisé avant le 31 décembre 2006.

3. La mission a été reçue par Son Excellence Mme Aida Mbodj, Ministre de la Famille, du Développement social et de la Solidarité Nationale. Elle a tenu des séances de travail très fructueuses avec les équipes de l'Agence du Fonds de Développement Social (AFDS), de la Cellule de Suivi des Projets de Lutte contre la Pauvreté du MFDSSN (CS-MFDSSN) et de la Cellule de Suivi du Programme de Lutte contre la Pauvreté (CS-PLP) du MEF. La mission a eu des séances de travail avec certains des consultants qui ont exécuté les évaluations ex-post. La mission également participé au mini-CPPR (Revue du Portefeuille de Projets de la Banque) du 7 juin 2006. La mission a effectué une visite de terrain dans la région de Louga (villages de Syer, Guidik) et la région de Dakar (villages de Deny Biram Ndao et Sangalcame) où elle s'est entretenue avec les représentants des organisations communautaires de base, des collectivités locales et des autorités administratives au sujet des projets que les communautés ont exécutés (case de santé, bloc maternité, latrines, pêche continentale, et construction d'un marché). La mission a tenu une séance de travail avec le responsable du Projet de Développement Local Participatif (PDLP) et les autres TTLs qui supervisent ce projet en ce qui concerne la transition entre le PFDS et le PDLP. La mission a également tenu une séance de *briefing* avec la DCEF à laquelle participaient également les représentants de l'AFDS, des deux Cellules et de la DDI, et une séance de *debriefing* à laquelle a participé en outre le Secrétaire Exécutif du PNDL.

4. Le présent aide-mémoire résume les discussions et conclusions auxquelles sont parvenues conjointement les équipes de l'AFDS, du MFDSSN, du MEF et de la Banque au cours de la mission. La mission remercie tout particulièrement Mme la Ministre du MFDSSN pour l'accueil qui a été réservé à la mission. Elle tient à féliciter chaleureusement Mme le Directeur Général de l'AFDS et toute son équipe, ainsi que les responsables des cellules du MEF, du MFDSSN et leurs équipes pour la totale disponibilité et la grande qualité du travail fourni pour assurer la réussite de cette dernière mission de supervision du Projet PFDS, ceci dans un contexte difficile pour les personnels de l'AFDS dont les contrats arrivent à échéance dans les prochains jours. La mission tient également, à cette occasion, à remercier sincèrement ces équipes, ainsi que celles de la DCEF et la DDI du MEF pour la constance de la qualité et du professionnalisme des relations qu'elles ont su maintenir avec l'équipe de supervision de la Banque Mondiale tout au long des 5 années qu'a duré le Projet.

II. RESUME

Progrès du projet vis-à-vis de ses Objectifs de Développement. A l'achèvement du projet, la mission de supervision estime que le Projet a été *Satisfaisant*. Tous les objectifs de développement sont atteints. En effet :

- un total de 554 projets communautaires pour l'accès aux services de base a été exécuté au 15 juin 2006, ce qui correspond à 106% de l'objectif de 525 visés par le Projet.
- Un total de 472 sous-projets de développement économique sur un prévisionnel de 350 a été exécuté au cours du Projet, soit 135%, du nombre prévu dans le tableau initial des coûts du Projet.

L'exécution de la Composante 1 relative au renforcement de l'accès aux services de base est satisfaisante. Les résultats quantitatifs sont atteints. Les 554 projets communautaires sont conformes aux Plans Locaux de Développement car cette conformité est un critère d'approbation vérifié par les élus locaux lors des comités d'évaluation des projets. Plus de 90% des communautés bénéficiaires sont satisfaites des processus de décision (voir enquête de satisfaction des bénéficiaires réalisée en 2004). Les évaluations ex-post remises à la mission pour les projets communautaires d'éducation, santé, et eau ont montré que les projets communautaires ont été efficaces.

L'exécution de la Composante 2 relative à l'accès aux services de micro-finance est satisfaisante. Les 13 SFD ayant reçu un renforcement des capacités pour atteindre la clientèle pauvre ciblée par le projet ont eu des performances qui dépassent les objectifs des Plans d'Affaires ayant justifié le renforcement financé par le Projet. Les 472 sous-projets de développement économique ont été exécutés de façon satisfaisante. Les évaluations ex-post des sous-projets ayant terminé un ou plusieurs cycles d'exploitation montrèrent que les OCB ont pu reconstituer leurs fonds et procéder à de nouveaux investissements.

L'exécution de la Composante 3 relative au renforcement des capacités de communautés est hautement satisfaisante. Un total de 22.000 personnes appartenant à 880 villages ont reçu tous les modules de la Formation à la Gestion à la Base (FGB). Elles ont formé à leur tour 263,000 personnes de leurs villages au cours des séances de « démultiplication ». Sur les 22.000, un total de 1.215 personnes sont des « relais » qui ont acquis un niveau de compétences suffisant pour leur permettre de jouer le rôle d'experts (villageois) qui ont progressivement remplacé les Experts Junior FGB (extérieurs) au cours des 2 dernières années du Projet. Parallèlement, un total de 465 élus locaux et personnels des Collectivités Locales ont bénéficié d'une formation FGB spécifique. Le programme Casamance a permis d'adapter tous les outils FGB au renforcement de la paix.

La mission reconnaît les progrès effectués depuis la dernière mission de supervision et estime que ces progrès au cours de la période écoulée sont satisfaisants : (i) le système de suivi de la pauvreté composé de 4 modules pour les cellules du MEF et du MFFDS, la DPS et l'AFDS est en place, toutefois seule l'AFDS a eu un peu de temps pour commencer à en maîtriser l'opérationnalisation ; (ii) les données de l'ESAM II sont disponibles depuis 2003, et la base de données de l'enquête de suivi sera disponible fin juin 2006 ; toutefois, elle ne pourra pas être publiée dans le cadre du Projet ; (iii) les activités de la Cellule de Suivi Stratégique ont eu un impact considérable sur la préparation du 1er et du 2ème DRSP ; et (iv) les activités de la Cellule de Suivi Stratégique sont achevées ; (v) les activités d'évaluation d'impact et ex-post sont très abondantes et permettront d'évaluer le Projet sous réserve que le rapport de l'évaluation d'impact soit reprise sur la base des recommandations partagées par la mission avec l'AFDS et le consultant.

Gestion du Projet et clôture du Crédit. La capacité de gestion financière de l'Agence est satisfaisante. Tous les fonds sont dépensés. Le décaissement du Compte Spécial est à 94% au moment du passage de la mission. Le reste, soit, 1,8 millions de dollars EU fait l'objet de factures à liquider sur le compte spécial. La mission a reçu l'assurance qu'une capacité fiduciaire serait maintenue par l'Agence jusqu'au 30 octobre 2006 et la Banque a accordé un délai de grâce du 1er juillet au 30 octobre 2006 pour la liquidation des dernières pièces de dépense.

Transition entre le PFDS et le Projet de Développement Local Participatif après le PFDS. Le PNDL souhaite disposer de documents de synthèse sur les bonnes pratiques largement expérimentées par l'AFDS. Ce type de document est maintenant disponible au terme des études d'évaluation ex-post et d'impact et l'AFDS a prévu des ateliers de partage et d'échange auxquels participeront le PNDL qui a également prévu des ateliers de capitalisation des expériences des partenaires au développement auxquels participera l'AFDS.

III. PROGRES DES DIFFERENTES ACTIONS CONVENUES LORS DE LA PRECEDENTE MISSION

5. Les actions suivantes convenues lors de la précédente mission ont été réalisées avec le calendrier indiqué dans le tableau ci-dessous:

Actions	*Date convenue lors de la précédente mission*	*Date effective ou nouvelle date convenue*
- Achèvement micro-projets accès service de base, sur financement PFDS	30 mars 2006	
- Prévision lors de la précédente mission		15 juin 2006
- Achèvement effectif 554 microprojets accès service de base		31 décembre 2006
- Achèvement prévisionnel 9 microprojets restants accès services de base		
- Achèvement sous-projets développement économique (AGR) sur financement PFDS	30 mai 2006	
- Prévision lors de la précédente mission		15 juin 2006
- Achèvement effectif de 472 sous projets		30 juin 2006
- Achèvement prévisionnel 20 sous-projets		
- Achèvement micro-projets et sous-projets sur financement JSDF	30 juin 2006	
- Provision lors de la précédente mission	15 mai 2006	10 juin 2006
- Transmission version révisée évaluation ex-post micro-projets éducation	15 mai 2006	10 juin 2006
- Transmission version révisée évaluation ex-post micro-projets santé	30 mars 2006	1er juin 2006
- Transmission rapport évaluation ex-post sous-projets d'agriculture et élevage	15 mai 2006	1er juin 2006
- Transmission rapport évaluation ex-post du programme d'appui aux SFD	15 mai 2006	1er juin 2006
- Transmission rapport évaluation ex-post du renforcement des capacités des OCB	15 mai 2006	1er juin 2006
- Transmission rapport évaluation ex-post du programme IEC relatif au VIH/SIDA	15 mars 2006	15 mai 2006
- Transmission rapport provisoire évaluation d'impact	15 mai 2006	non remis
- Transmission rapport évaluation ex-post sur gestion risques environnementaux	15 mars 2006	15 mai 2006
- Transmission mesure évolution de l'indice de pauvreté des communautés ciblées	30 mars 2006	1er juin 2006
- Achèvement de la mise en place du Système d'Information pour l'AFDS		

IV. PROGRES DU PROJET VIS A VIS DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DU PROJET

6. **Objectif de Développement du Projet (ODP) :** *Les communautés test améliorent effectivement leurs conditions de vie en utilisant les ressources du Fonds de Développement Social dans les domaines de développement prioritaires avec la participation des groupes vulnérables.* Les progrès du projet vis à vis de l'atteinte de ce résultat continuent à être **satisfaisants.** Le détail des indicateurs figure en annexe 1.b. La situation des Indicateurs Clés de Performance (ICP) est résumée comme suit :

- **ICP-01.** *Au moins 75% des micro- et sous-projets financés par l'AFDS obtiennent les résultats escomptés.* **Satisfaisant.**
- **ICP-02.** *Au moins 75% des communautés test prennent des décisions quant à leur développement basées sur leurs propres Plans de Développement Local* (PLD). Cet indicateur **est satisfait à 100%.**
- **ICP-03.** *Environ 50% des groupes les plus vulnérables au sein de ces communautés sont au courant des résultats de la mise en œuvre des micro- ou sous-projets et sont satisfaits du processus de décision.* **Satisfaisant.**

7. **Composante 1.**

- **ICP-1.1.** *(300) micro-projets soumis par les communautés à l'AFDS satisfont aux critères de financement de l'AFDS.* **Satisfaisant.**
- **ICP-1.2.** *Au moins 75 % des micro-projets financés ont des modules IEC sur le VIH/SIDA et les modules sont fournis.* **Satisfaisant.**

8. **Composante 2.**

- **ICP-2.1.** *Au moins 50 % des groupes vulnérables (OCB) recevant de l'assistance technique et financière du projet, et ayant développé une AGR : (i) satisfont aux critères de crédit des SFD et (ii) ont établi une association d'épargne et de crédit—AEC ; et (iii) que cette dernière a collecté en moyenne au moins 15% du don reçu.* **Satisfaisant.**
- **ICP2.2.** *Au moins 30% des groupes vulnérables au sein des OCB ont accès aux services de micro-finance.* **Satisfaisant.**
- **ICP-2.3.** *Les SFD ont atteint 75 % de leurs objectifs d'expansion de leur portefeuille de clients au sein des groupes vulnérables, tel que fixés dans les Accords de Participation.* **Satisfaisant.**

9. **Composante 3.**

- **ICP-3.1.** *Au moins 75% des membres des communautés tests (dans les groupes vulnérables) sont au courant des flux d'information entre les communautés et 50% les trouvent utiles.* **Très Satisfaisant.**
- **ICP-3.2** *75% des communautés ayant reçu une Formation à la Gestion à la Base, ont établi des comités structurés et opérationnels qui sont capables de mobiliser des ressources additionnelles.* **Très Satisfaisant.**
- **ICP-3.3.** *90% des OCB suivent des procédures transparentes.* **Très Satisfaisant.**

10. **Composante 4.**

- **ICP-4A.1.** *Au moins 90% des groupes vulnérables au sein des communautés test sont satisfaites des services du Fonds de Développement Social et les trouvent équitables et transparents.* **Satisfaisant.**
- **ICP-4A.2.** *Le niveau de pauvreté des communautés et OCB bénéficiaires est réduit, comme indiqué par un indice de pauvreté inférieur à l'indice de base, sur la base des indicateurs utilisés dans le scénario de base.* **Cet indicateur sera mesuré dans la version révisée du rapport de l'évaluation d'impact qui sera transmis à l'IDA avant le 30 juin 2006.**
- **ICP-4B. 1.** *3 rapports annuels sur l'évaluation de la pauvreté sont produits.* **Satisfaisant.**
- **ICP-4B.2.** *La base de données sur les conditions de pauvreté est produite.* **Satisfaisant.**

V. PERFORMANCES DU PROJET EN CE QUI CONCERNE L'EXECUTION DU PROJET.

COMPOSANTE 1 : ACCES AUX SERVICES DE BASE ET AUX INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES PAR LES POPULATIONS PAUVRES.

11. **Evaluation du progrès de la composante 1. Les performances du Projet pour la composante 1 sont jugées satisfaisantes.** En effet, au terme du projet, l'AFDS aura financé un total de 554 projets exécutés par les communautés pour améliorer leur accès aux services de base, soit un résultat supérieur à l'objectif initial de 525 projets.

12. **Examen de l'exécution de la composante au 30 mai 2006 et au 15 juin 2006 du PFDS.** La mission a reçu le Rapport d'achèvement et de clôture des activités de la composante 1 du PFDS, faisant la situation au 30 mai 2006 :

- Un total de 875 villages initialement ciblés ont effectué un diagnostic participatif ;

- Sur les 875 villages, un total de 652 a préparé un projet d'accès aux services de base. Un total de 223 villages a réalisé un diagnostic participatif ;
- Sur les 652 villages ayant préparé un projet, 578 projets a été signé par l'AFDS avec autant d'OCB. Ceci signifie que 175 villages sont parvenus au stade d'avoir préparé un projet sans avoir pour autant avoir pu signer un Accord de Financement en raison de la limitation des ressources du Projet. Sur les 578 Accords de Financement signés, 15 n'ont pas pu être mis en œuvre du fait de la non disponibilité de terrain en milieu urbain, et ont été résiliés. Finalement, au 30 mai 2006, 563 projets ont été mis en œuvre pour un total de 7,19 milliards de FCFA équivalent à environ 4,17 millions de DTS.
- Sur les 563 projets ayant fait l'objet d'une mise en œuvre, au 30 mai 2006, 544 étaient achevés au 30 mai 2006 et 19 étaient en cours d'exécution. Sur ces 19 projets, 10 étaient achevés avant la fin de la mission, ce qui porte à 554 le nombre de projets achevés sur financement du Crédit 3446-SE. La mission a été informée que les 9 projets restants ont démarré jusqu'au stade de la sélection et du recrutement du maître d'œuvre, mais que la première tranche de la subvention n'a pas été payée à l'OCB.
- Au total, la composante avait décaissé 8, 47 millions de DTS au 31 mai 2006 et engagé 9,17 millions de DTS qui seront décaissés au 30 juin 2006, soit 136% du montant de la Catégorie 4 (4A et 4B). Cette situation découle du fait que : (i) il n'y a pratiquement pas eu de demande des communautés pour des micro-projets sans construction d'infrastructures (d'un montant maximum de 5,000 dollars par micro-projets) et de ce fait la sous-catégorie 4A n'a pratiquement pas été consommée, et (ii) quasiment tous les micro-projets demandés relèvent de la sous-catégorie 4B, c.a.d avec infrastructure (d'un montant maximum de 15,000 dollars par micro-projets, bien supérieur à celui de la sous-composante 4A) et l'AFDS en a financé plus que le total prévu pour les 2 sous-catégories, grâce à des économies sur d'autres catégories.

13. **Examen de l'exécution du programme Casamance sur financement JSDF.** Une mission de supervision a été effectuée au mois de mai 2006 par Mme Menchita Caramat, dont le rapport se trouve en annexe 4. La présente mission a fait le point du programme au 15 juin 2006.

- Les Comités Techniques d'Evaluation (CTE) des projets proposés par les communautés ont été mis en place au niveau des 3 départements ciblés, et ont tenu 2 sessions chacun. Sur les 84 Demandes de Micro-projets soumises, les CTE ont approuvé 74 micro-projets en 2 phases. Au 15 juin 2006, les 31 projets de 1ère phase ont tous achevé les activités de construction et doivent encore acquérir les équipements et effectuer les formations spécifiques. Les 43 projets de 2ème phase, sont au stade d'avancement suivant : 12 d'entre eux, dans la commune de Ziguinchor sont environ à la moitié de leur exécution, tandis que 31 n'ont pas encore entamé les travaux de construction à cause de la reprise des tensions dans certaines zones, et par manque d'alimentation financière par l'AFDS qui a du reprendre les accords de financement pour que la subvention sur le don ne dépasse pas 20.000 dollars comme prévu dans l'accord de don. Pour ces 31 microprojets, toutes les activités de passation de marchés on été effectuées par les communautés. Les activités de construction pourront démarrer des réception des fonds du JDSF.
- La mission estime avec l'AFDS que les 31 projets de 1ère phase et les 12 projets de 2ème phase qui sont à 50% d'exécution pourront être achevés pendant la période de grâce du Crédit PFDS, avant le 30 octobre 2006. Ils ne posent pas de problème particulier, en dehors de la faiblesse du niveau du Compte Spécial.
- Pour les 31 microprojets dont les activités de construction n'ont pas démarré, le plan d'action le plan d'action présenté par l'AFDS pour leur achèvement avant le 31 décembre 2006 est réaliste.
- La mission recommande que, pendant la période de grâce, l'AFDS identifie, en liaison avec l'IDA, un projet également financé par l'IDA – c'est-à-dire ayant des capacités fiduciaires capables de gérer les fonds JSDF selon les normes de gestion requises par l'IDA pour assurer la gestion du reliquat des fonds JSDF à la place de l'AFDS, au terme de la période de grâce. La mission recommande également que, pour cette investigation et les mesures à prendre pour le transfert de responsabilité, l'AFDS reste en contact étroit avec le spécialiste en gestion financière de la Mission Résidente à Dakar.

14. **Préparation du Rapport d'Achèvement du Projet.** Concernant la Composante 1, la mission a reçu les documents suivants :

- *Rapport d'achèvement et de clôture des activités de la composante 1 du Projet de Fonds de Développement Social*, Mai 2006. AFDS, 52 p.
- *Rapport technique d'évaluation ex-post des micro-projets d'infrastructures hydrauliques et d'assainissement financés par l'AFDS*, par Kémoko Danfakha, Consultant, Mor Talla Seye, Représentant de la Direction de l'Hydraulique, Août 2005, 68 p.
- *Evaluation ex-post des microprojets d'infrastructures et d'équipement de santé financés par l'AFDS (2ème passage), Rapport provisoire,* Dr Issa Wone, Spécialiste de santé publique, Maitre assistant à la Faculté de Médecine, juin 2006, 63 pages.
- *Evaluation ex-post des micro projets financés par l'AFDS dans le secteur de l'Education et de la Formation, Deuxième passage, Rapport provisoire, Pr. Ahmadou Aly Mbaye, Juin 2006, 54 p.*
- *Rapport d'évaluation des coûts unitaires des constructions scolaires réalisées par le Projet de Fonds de Développement Social,* Mame Semou Diouf, Architecte Consultant, Spécialiste en passation des marchés. Mai 2006, 21 p. plus annexes.
- *Evaluation des connaissances du VIH/SIDA des populations bénéficiaires du Projet PFDS,* Rapport provisoire, Mai 2006.
- *Note sur l'état d'avancement du Programme Casamance au 31 mai 2006.* AFDS.

15. **Clôture du Crédit 3446-SE.** La mission recommande que les 9 projets financés sur le Crédit 3466-SE dont les travaux n'ont pas commencé fassent l'objet d'une résiliation de l'Accord signé entre l'AFDS. Tous ses micro-projets se situent dans la région de Louga et leur total est d'environ 160 millions de Fcfa. La mission a été informée de la nature particulière de certains de ces micro-projets : l'un d'entre eux est proposé par une Association de Personnes Vivant avec le VIH/SIDA (PVVS), un autre est proposé par une associations de Personnes Vivant avec un Handicap. Lors de la séance de *debriefing* au Ministère des Finances, bien que ces projets soient éligibles au financement du PNDL, il a été convenu qu'une solution urgente devrait être trouvée pour leur financement, et que la mise en place du PNDL ne permettait pas de satisfaire à une telle urgence. Il a été convenu de rechercher des solutions de financement de ces micro-projets, au cas par cas : par exemple, le Projet de lutte contre le VIH/SIDA pourrait être sollicité pour financer le micro-projet proposé par des PPVS ; les autres projets pourraient être soumis au financement du PAREP, du CRSP ou du Gouvernement.

16. **Transition entre le PFDS et le PNDL.** La mission a discuté, avec l'AFDS et le PNDL, la transition entre le PFDS et le PNDL. La mission a été informée que les Manuels d'Exécution du Projet ont été transmis au PNDL. S'agissant du transfert au PNDL du portefeuille des 175 projets qui ont été préparés les villages dans le cadre de la composante 1 du PFDS, et n'ont pas été exécutés sur les fonds PFDS, la mission a été informée que la liste des ces 175 villages a déjà été transmise au PNDL et que l'AFDS transmettra au PNDL tous les documents que le PNDL souhaitera avoir quant à ce portefeuille de 175 projets.

COMPOSANTE 2 : ACCES AUX SERVICES DE MICROFINANCE PAR LES COMMUNAUTES PAUVRES

17. **Rappel des objectifs.** Cette composante se décompose en 2 sous composantes : (i) Sous-composante 2.1 : Appui aux Structures Financières Décentralisées (SFD) pour qu'elles étendent/adaptent leurs produits et services financiers aux communautés pauvres ; et (ii) Sous-composante 2.2 : Appui aux communautés hors de la portée des SFD pour qu'elles développent des Activités Génératrices de Revenus (AGR) au travers Projets de Développement Economique (PDE) en vue de devenir des clients des services de micro-finance des SFD.

18. **Evaluation des progrès de la composante. Les progrès de la composante 2 sont jugés satisfaisants.** Le détail du progrès de la composante pour l'année 2006 est détaillé ci-dessous.

Sous-composante 2.1 – Appui aux Structures Financières Décentralisées (SFD) pour qu'elles étendent/adaptent leurs produits et services financiers aux communautés pauvres.

19. **Evaluation des progrès de la Sous-Composante 2.1. Les progrès de la sous-composante sont jugés satisfaisants** parce que l'AFDS a passé 13 Accords de financement avec autant de SFD soit un résultant supérieur au nombre de 10 initialement visé ; et les performances des SFD au moment du passage de la mission sont supérieures à celles prévues dans le Plan d'Affaires.

20. **Exécution de la Sous-Composante au 30 mai 2006 et prévision pour le 30 juin 2006.** Au cours du Projet, l'AFDS a apporté un appui à 13 SFD pour l'exécution d'un Plan d'Affaire pour améliorer leur capacité à atteindre les communautés les plus pauvres. Au cours de la 1ere phase, 2 SFD ont passé un accord de partenariat dont une à été défaillante, et l'autre SFD (JOMEC) qui a reçu un appui de 104 millions de Fcfa a largement dépassé ses objectifs. Au cours de la 2ème phase, 12 autres SFD ont passé un accord de partenariat en mai 2005 pour un montant total de 168 millions de Fcfa, soit une moyenne de 14 millions de Fcfa. L'apport de l'AFDS à ces 13 SFD s'est traduit par l'ouverture de 17 guichets pour rapprocher les SFD des communautés, des petites réhabilitations dans les sièges pour assurer la sécurité des fonds, et l'acquisition de moyens de déplacements pour atteindre les adhérents (2 pirogues, 8 motos et 3 véhicules). La SFD de 1ere génération a décuplé le nombre de ses adhérents en 3ans. Après une année (au 30 mai 2006), les SFD de 2ème génération ont dépassé de 25% les objectifs d'adhérents, l'épargne a augmenté de 72% de plus que les prévisions des plans d'action. Au 30 juin 2006, un montant total de 22,9 millions de Fcfa de tranches de paiement reste à payer aux 12 SFD, dès que le Compte Spécial sera réapprovisionné.

21. **Clôture du Crédit 3446-SE.** La mission a été informée que les seules activités financières restant à exécuter du côté de l'Agence pour clôturer les 12 Accords de Financements de 2ème phase, est la livraison des équipements acquis par l'Agence pour le compte des SFD dans le cadre de ces Accords. Ces équipements ont déjà été acquis au niveau de l'Agence et ont fait l'objet d'une remise aux SFD pendant la période de la mission. La mission recommande que l'AFDS et les SFD signent un document de clôture des Accords de Financement.

22. **Préparation du Rapport d'Achèvement du Projet.** La mission a reçu les documents suivants :

- *Rapport d'achèvement et de clôture des activités de la composante 2 du Projet de Fonds de Développement Social*, Juin 2006. AFDS, 30 p.
- *Mission d'évaluation des structures financières décentralisées (SFD) partenaires de l'AFDS*, Volume 1, Rapport Provisoire, Pré-rapport 1, présenté par Daouda Sakho, Economiste consultant, Expert consultant en Microfinance.

23. **Transition entre le PFDS et le PNDL pour l'appui aux SFD.** Le PNDL a une sous-composante d'appui aux SFD, basée sur la même stratégie que celle utilisée par le PFDS. La mission a été informée par l'AFDS que le bilan de la composante 2.1 fera l'objet d'un atelier de partage et sera partagé avec le PNDL selon des modalités qui seront défimes définies entre les parties.

Sous-composante 2.2. – Appui aux communautés hors portée des SFD pour qu'elles développent des Activités Génératrices de Revenus (AGR) au travers de Projets de Développement Economiques (PDE) en vue de devenir des clients des services de microfinance des SFD.

24. **Evaluation des progrès de la Sous-Composante 2.2. Les progrès de la sous-composante sont jugés satisfaisants** parce que, au terme du Projet, l'AFDS a passé 472 Accord de financement de Sous-Projets qui ont été effectivement réalisés, résultat supérieur à l'objectif initial de. Les 472 Accords de Sous-Projets ont été exécutés par les communautés et on fait l'objet d'un rapport d'évaluation d'impact.

25. **Exécution du POBA 2005 pour la sous-composante 2.2.** Au cours du projet, les communautés ont soumis 577 et 36 ont été rejetés. Sur les 541 ont été approuves 472 ont été financés, 30 ont été résiliés par manque de financement des communautés, et 39 n'ont pas été financés par manque de fonds de L'AFDS.

- ***Achèvement des sous-projets de 1ère vague.*** Sur les 332 PDE de 1ère vague, 313 ont été financés pour un montant de 1,12 milliards de Fcfa et 19 ont été résiliés faute d'apport des communautés. Au 30 mai 2006, 309 sous-projets sont achevés et clôturés et 4 sous-projets n'ont pas encore été clôturés. La mission a reçu l'assurance que ces 4 sous-projets seront clôturés dès réception des fonds de la DRF 64.

- ***Achèvement des sous-projets de 2ème vague. situation de l'exécution des Projets de Développement Economique de 2ème vague.*** Selon le rapport d'achèvement au 30 mai 2006, la 2ème vague est composée d'un portefeuille total de 212 sous projets dont 10 ont été résiliés et 202 sont des Accord de Sous-Projet actifs. Sur ce nombre, 159 ont été financés et 43 n'ont pas démarré en raison du manque de financement de l'AFDS. La mission recommande que l'AFDS procède à la résiliation des 43 sous-projets qui n'ont pas encore démarré. Sur les 159 sous-projets financés, 143 sont achevés et clôturés, et 7 sont encore en cours d'exécution au passage de la mission. Il reste un montant total de 20,2 millions de Fcfa de tranches à payer aux Sous-Projets de la région de Kolda qui restent à achever. Ces paiements devraient pouvoir être effectués par l'AFDS dès réception des DRF en instance au niveau de la Banque pour clôturer les 7 sous-projets en cours d'exécution.

- ***Au total le nombre de sous***-projets qui seront achevés à la date de clôture du Projet est de 313 + 159 = 472 sous-projets, soit un nombre égal à 135% de l'objectif de 350 sous-projets figurant dans les tableaux de coûts et le Manuel d'Exécution.

26. **Programme Casamance sur financement JSDF.** Selon le rapport d'achèvement, 17 sous-projets AGR ont été approuvés et sont en cours d'exécution. Le reste des 13 projets (sur les 30 prévus) sont en cours de préparation. La mission a discuté le réalisme de maintenir ces 13 projets dans le programme et estimé qu'il est possible de les exécuter. En effet, il est prévu par le Gouvernement de financer une équipe minimum du bureau central de l'AFDS jusqu'en octobre 2006, ce qui a été confirmé lors de la réunion de debriefing). L'équipe Régionale AFDS est financée sur le Don et continuera sous la Direction de l'AFDS, au moins jusqu'en octobre 2006. La mission estime, avec l'AFDS, qu'au 30 octobre 2006, les 13 projets devraient avoir été exécutés.

27. **Préparation du Rapport d'Achèvement du Projet.** La mission a reçu les documents suivants :

- *Rapport d'achèvement et de clôture des activités de la composante 2 du Projet de Fonds de Développement Social*, AFDS, Juin 2006, 30 p.

- *Evaluation d'impact des Sous-Projets Activités Génératrices de Revenus*, Rapport provisoire, Joseph Kantoussan, Consultant, Mai 2006, 69 p.

28. **Transition entre le PFDS et le PNDL.** Contrairement aux projets communautaires de la Composante 1, il n'est pas possible d'envisager la reprise, par le PNDL, des projets de la Composante 2 qui n'ont pas démarré par manque de financement de l'AFDS, du fait que le PNDL ne comporte pas de composante permettant de financer des subventions pour des activités génératrices de revenus.

COMPOSANTE 3 : RENFORCEMENT DES CAPACITES EN GESTION A LA BASE DES OCB.

29. **Evaluation des progrès du Projet pour la composante 3. Les progrès de la composante 3 continuent à être très satisfaisants.** En effet, toutes les formations FGB prévues dans cette composante ont été fournies à l'ensemble des communautés financées sur le Crédit 3446-SE, et sur le don JSDF pour la réalisation du programme Casamance. Les rapports d'évaluation d'impact, les rapports d'évaluation ex-post ainsi que les visites de la mission sur le terrain confirment que cette composante est très satisfaisante.

30. **Progrès de l'exécution du POBA 2005 au 30 mai 2006 pour la composante 3, et prévisions pour le 30 juin 2006.** Au cours du Projet, l'Agence a développé une Stratégie Accélérée de Développement des Capacités (SADEC) bâtie sur la base des techniques de Formation à la Gestion à la Base (FGB) et développée au travers du *learning-by-doing* dans le cadre de la gestion de projet par les communautés en situation réelle. Dans ce cadre, un total de 22.000 personnes appartenant à 880 villages (y compris la Casamance)[1] a bénéficié de Formations à la Gestion à la Base (FGB) au cours d'un total de 650 ateliers entre 2003 et 2006, y compris 1.782 personnes dans le programme Casamance en 2006. Au cours des séances de démultiplication, 263.000 personnes ont été formées. Au cours du Projet, un ensemble de 1.215 « relais »[2] ont été formés et sont devenus « experts FGB» dans les domaines suivants : (i) évaluation participative des besoins : 617 relais ; (ii) Organisation et dynamique communautaire : 656 relais ; (iii) Gestion financière : 479 relais ; (iv) Passation des Marchés : 792 relais ; (v) Marketing : 319 relais ; (vi) Planification participative : 354 relais[3]. Les relais appartiennent à 652 villages ayant reçu un financement, dont 75 en Casamance, dans lesquels tous les modules FGB ont été délivrés. En plus de ce programme destiné aux OCB, un programme additionnel spécifique à été exécuté en direction des Collectivités Locales. Dans ce cadre, un ensemble de 465 élus locaux ont reçu les 5 modules de la FGB de l'AFDS ont été adaptés de la façon suivante : (i) Dynamique Organisationnelle des Collectivités Locales, (ii) Planification du Développement Local et Suivi des Projets, (iii) Passation des marchés, (iv) Mobilisation et Gestion des Ressources, (v) Forum Communautaire. Au cours de ce programme spécifique, un ensemble de 810 relais ont été formés au sein des élus et de leurs personnels.

31. **Détail de l'exécution de la composante pour le Programme Casamance au 30 mai 2006.** Au cours de la période 2005-2006, le programme a formé 1.782 personnes au cours de 53 ateliers. Compte tenu de l'expérience acquise, le cycle de formation (couplé avec les projets) a duré mois de 4 mois. Les sessions de démultiplication dans les villages ont permis de toucher environ 5.000 personnes dans les 84 villages ciblés, 11 communautés rurales et 2 communes. Les programmes FGB ont été adaptés par l'AFDS à la situation post-conflit de la Casamance et comprennent les module suivants : (i) Evaluation Participative de la Pauvreté / Evaluation Participative des Besoins ; (ii) Organisation et Dynamique Communautaire / Renforcement de la Paix, (iii) gestion financière, (iv) passation des marchés, (v) marketing, (vi) suivi et évaluation participative et (vii) formation des formateurs. Un total de 100 relais a été formé sur les techniques de la FGB, dont 30 sur les techniques spécifiques du suivi-évaluation participatif et l'introduction d'indicateurs spécifiques à la construction de la paix (par exemple : nombre de personne de retour au village.

32. **Clôture du Crédit 3446-SE.** En ce qui concerne cette composante, toutes les activités prévues sur le Crédit ont été exécutées, ainsi que celles sur financement JSDF.

33. **Préparation du Rapport d'Achèvement du Projet.** En ce qui concerne la Composante 3, la mission a reçu les documents suivants. :

- *Rapport d'Achèvement du Programme de Renforcement des Capacités*. Juin 2006, AFDS, 23 p.

- *Mission d'Evaluation de l'Impact de la Stratégie Accélérée de Développement des Compétences FGB des Acteurs du Développement Local bénéficiaires Projet de Fonds de Développement Social*, Rapport principal, Moutalla Diop, Consultant, mai 2006, 85 p.

34. **Transition entre le PFDS et le PDLP.** Le PDLP prévoit de bâtir sur les bonnes pratiques du PFDS pour le renforcement des capacités d'environ 6.000 communautés pauvres ciblées, dans le cadre des sous-composantes 3.2 (renforcement des capacités des collectivités locales) et 3.3 (renforcement des capacités des communautés de base). Le recrutement du responsable du renforcement des capacités dans le Secrétariat Exécutif du PNDL est en cours. Il a été convenu entre la mission, l'AFDS et le PNDL que :

- l'AFDS transmettra au PNDL les rapports d'activité et le rapport d'évaluation ex-post sur la Composante 3 du PFDS ;
- l'AFDS organisera des ateliers de partage des bonnes pratiques ayant fait le succès de l'approche PFDS en matière de renforcement des capacités des collectivités locales et des communautés. L'AFDS a sollicité un appui financier du Gouvernement pour de tels ateliers de partage. L'option d'un financement par le PNDL a été évoquée au cours de la séance de *debriefing* de la DCEF.

Composante 4 : Suivi de la pauvreté

35. **Performance du Projet pour la Composante 4. L'exécution de la Composante 4 relative au suivi de la pauvreté pendant la période de décembre 2005 à juin 2006 est satisfaisante**

36. **Rappel des objectifs de la composante.** L'objectif global de cette composante est d'améliorer la capacité de gestion et de suivi de la pauvreté, aussi bien pour suivre le projet en cours que pour suivre les efforts du Gouvernement pour l'allègement de la pauvreté en général. Cette composante consiste en deux sous-composantes : (i) suivi de la pauvreté, et (ii) gestion du PDFS`y compris le suivi – évaluation fait par le PDFS. Les résultats prévus dans le PAD (Phase 1) étaient composés du (i) développement des indicateurs de base, (ii) création et mise en place du Système de Suivi de la Pauvreté qui incorpore l'information générale sur la pauvreté et celle sur les projets et programmes de la lutte contre la pauvreté, et (iii) les enquêtes de ménages (ESAM II et l'Enquête de Suivi de la Pauvreté) pour mieux suivre l'évolution de la situation du pays. Ces activités visaient le renforcement des capacités des institutions impliqués dans le suivi du DSRP.

37. **Evaluation des Progrès de la Sous-Composante 4.A « Suivi de la Pauvreté ».** La mission reconnaît les progrès effectués depuis la mission de supervision de décembre 2005 et estime que ces progrès sont satisfaisants. En ce qui concerne l'évaluation globale de la composante sur toute la durée du Projet, la mission estime que cette composante peut être considérée comme modérément satisfaisante, mais il reste encore quelques activités à achever pour confirmer cette évaluation dans le Rapport d'Achèvement du Projet. Tout au long de l'exécution du PFDS, cette composante a démontré sa flexibilité en mettant à profit les opportunités qui se sont présentées pour mieux renforcer les capacités de suivi de la pauvreté. Cela a occasionné l'intégration des activités non prévues, telles que le portail du développement, la création de la cellule de suivi du Ministère du Développement Social, l'appui à l'Observatoire des Conditions de (OCV) du DPS, le renforcement du processus de préparation du DSRP 2, etc. Ces résultats non-attendus feront partie de l'appréciation globale de la performance de la composante. La mission a constaté les progrès des quatre activités principales de la sous-composante, à savoir :

- Mise en place du système d'information de suivi de la pauvreté. Le système mis en place est un système modulaire intégré dont les quatre modules sont respectivement sous la responsabilité des entités suivantes : (i) Cellule de Suivi Stratégique (CSS) de la Pauvreté du MEF, (ii) Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS) du MEF, (iii) Cellule de Suivi Opérationnel (SCO) de la Pauvreté du MFFD, et (iv) AFDS. Les responsables du système ont présenté l'état de lieux et fait une démonstration de l'utilisation du système avec les données réelles sur les programmes et les indicateurs. L'information est la plus complète pour ce qui concerne l'AFDS, ou une grande partie de l'information sur les activités est

disponible, y compris les données sur les villages et micro-projets, les intervenants, et une bonne partie des documents de base (EPP/EPBs, DMP et DSP). C'est une innovation et c'est la première fois au Sénégal qu'il y a un système intégré ou les acteurs peuvent accéder à la base de donnés partagée entre les agences diverse (CSS, DPS, AFDS, CSO). Néanmoins, vu des délais dans son opérationnalisation, les utilisateurs ont eu très peu de temps pour maîtriser le système et incorporer son utilisation dans leur travail quotidien. Il reste beaucoup d'informations qui devraient être rentrées dans le système pour optimiser son utilisation. De ce fait, l'impact sur les utilisateurs dans l'avenir n'est pas encore assuré. Sur le budget de 158 875 271 FCFA[4], 118 000 000 FCFA ont été décaissés (taux d'exécution de 75%).

- Développement des données de base sur la pauvreté (Convention AFDS-DPS): La mission a tenu des séances de travail avec les responsables du DPS qui ont présenté leur rapport d'achèvement des activités. Dans le contexte de la convention, la DPS a réalisé : (a) l'enquête ESAM II, (b) l'Enquête de Suivi des conditions de vie et (c) le renforcement des capacités de l'Observatoire sur les Conditions de Vie (OCV). Les données du l'ESAM II sont disponibles depuis 2003 et ont servi à la préparation du DSRP. Il reste encore à réaliser la publication des données qui est attendue avant le 30 juin 2006. Pour l'Enquête de Suivi, les responsables de la DPS ont informé la mission que le travail du terrain de la collecte des données sur les 13,600 ménages enquêtées a été achevé le 15 avril 2006. A la fin juin 2006, la base de données sera apurée et disponible. Du fait que le rapport de l'Enquête de Suivi ne sera pas possible avant le 30 juin, il ne sera pas possible d'en financer la publication sur le Crédit. Le MEF a été informé de cette situation et s'est engagé à en trouver le financement par ailleurs, en temps utile. En ce qui concerne le point (c) ci-dessus (renforcement de l'OCV), cet organe est déjà opérationnel avec du personnel appuyé par le PNUD et les équipements fournis par le PDFS. Cependant, le statut juridique qui sera nécessaire pour renforcer la pérennisation reste à être finalisé. Deux autres activités qui font partie de la convention, création d'un réseau des producteurs-utilisateurs et une enquête communautaires dans les zones urbaines, n'ont pas pu être exécutées et le reliquat était renversé à l ÁFDS pour financer les micro-projects. Sur le budget initial de 1 546 103 580 FCFA le total des décaissements s'élève à 1 326 863 179 FCF[5] (taux d'exécution de 86%).

- Appui à la Stratégie de la Réduction de la Pauvreté (Convention entre l'AFDS et le MEF pour la Cellule de Suivi Stratégique du DSRP–CSS/MEF). Les activités de la Cellule de Suivi Stratégique du DSRP ont eu un impact institutionnel significatif dans le pays. Le pilotage de la stratégie se fait sur la tutelle du Conseil Interministériel d'Orientation et de Décision, présidé par le Premier Ministre, qui se réunit une fois par an. Le Comité National de Pilotage du DRSP, présidé par le MEF, assure la gestion de la matrice des mesures, le plan d'actions prioritaires, et le suivi des indicateurs. Ce dispositif se répète au niveau régional. Le dispositif comprend un volet S-E composé du noyau de la Cellule et de points focaux au niveau central et régional. La convention a financé l'équipement au niveau national et régional. Le premier DSRP (2003-2005) a été suivi de la préparation des rapports annuels de la mise en œuvre du DSRP. La Cellule a dirigé le processus participatif et décentralisé dans l'élaboration du deuxième DSRP (2006 – 2008) qui a étendu l'impact institutionnel au niveau des régions. Le développement du Portail du Développement se trouve à la phase test et la mission a pu visiter le site web test. La présentation formelle aux autorités et les partenaires reste à faire, et dépend du calendrier du Président da la République qui présidera la session. Du budget initial de 1 159 968 676 FCFA, les décaissements s'élèvent à 1 054 351 220 FCFA (taux d'exécution de 91%), avec 58 millions qui restent à payer pour les activités déjà

- Evaluation des Connaissances du VIH/SIDA des Populations Bénéficiaires du Projet PFDS (Mai 2006)
- Evaluation d'Impact des Réalisations du Fonds de Développement Social sur la Réduction de la Pauvreté à Travers les Axes Stratégiques des Plans Locaux de Développement (Mars 2006)
- Evaluation des Micro Projets Financés par l'AFDS dans le Secteur de l'Education et de la Formation (Novembre 2005)
- Evaluation Ex-Post des Microprojets d'Infrastructure et d'Equipements de Santé Financés par l'AFDS (2ieme Passage)

40. **Clôture du Crédit 3446-SE** : La mission a été informée que les seules activités qui restent à exécuter dans la composante 4.A avant de clôturer le projet sont les suivantes :

- *Système de Suivi de Pauvreté* : Le système est réceptionné. La mission recommande que s'il y a une disponibilité des soldes dans le Crédit, les personnels contractuels devraient continuer à remplir le maximum des informations de base dans le système avant la clôture du projet. Quant à la localisation du serveur (actuellement logé à l'AFDS) et des données de base qu'il contient, la mission recommande qu'une décision soit prise avant le 30 juin dans le cadre d'une concertation entre les 4 partenaires qui dépendent de ce serveur (AFDS, DPS et les deux Cellules de Suivi de la Pauvreté du MEF et du MFFDS (partenaires dans la conception et la réalisation du système modulaire) pour la localisation finale du serveur. La mission suggère que la localisation finale du serveur se situe dans une structure transversale de l'Etat.
- *DPS* : Il reste à finaliser avant le 30 juin 2006: (i) la disponibilisation de la base de données de l'Enquête de Suivi, et (ii) l'impression de la publication sur l'ESAM II.
- *CS-DSRP-MEF* : La seule activité non effectuée dans la convention concerne la finalisation de la Matrice de Comptabilité (MCS) au niveau régional qui sera prise en charge par le budget de l'Etat. Le choix d'une date pour la présentation formelle du Portail de Développement dépend sur le calendrier du Président de la République. Aussi, la mission n'a pas reçu le rapport de clôture de la part de la Cellule de Suivi du DSRP-MEF qui devrait être envoyé à la Banque avant le 30 juin.
- *CSO-PLCP* : Toutes les activités sont achevées
- *Gestion du Projet. Suivi–Evaluation de l'AFDS* : le rapport final de l'étude d'impact devrait être remis avant le 30 juin incorporant les commentaires techniques partagés dans l'Annexe 5.
- *Clôture des conventions*. Les 3 conventions sont clôturées et l'acte de clôture signé par les 2 parties pour chacune des conventions est transmis à l'IDA avant le 30 juin 2006.

41. **Transition entre le PFDS et le PNDL et la pérennisation des acquis.** Les perspectives de la pérennisation des acquis de la Composante 4 sont positives, avec quelques éléments dont l'institutionnalisation devrait être améliorée. La situation se présente comme suit :

- *Mise en place du système d'information de suivi de la pauvreté.* Le système d'information a été conçu dans le cadre d'un APL dont la 1ère phase avait pour objectif la mise en place du système en vue de son utilisation généralisée dans les phases suivantes. De ce fait, la pérennisation du système tel que prévu initialement se trouve être *à risque* du fait de la fusion de la deuxième phase de l'AFDS avec le PNDL. Le système aura besoin d'une période de consolidation pour optimiser son utilisation, compléter des donnés mises dans le système aussi bien que pour étendre le nombre possible d'utilisateurs. Il n'y pas encore de décisions des responsables récemment recrutés du PNDL en ce qui concerne leur intérêt à continuer d'utiliser ce système. La mission a été informée que le PNDL va programmer une session technique sur les différents dispositifs de suivi évaluation des projets CDD et décentralisation (financés ou non par la Banque), dans les mois qui viennent pour définir son système de suivi-évaluation. Néanmoins, comme le système incorpore plusieurs acteurs, y compris la DPS et les cellules de suivi de la pauvreté du MEF et du MFFDS qui ont des mandats transversaux de suivi de la pauvreté, la mission considère que le transfert des serveurs et la gestion du système à une de ces entités est une option à

considérer. Il est recommandé que les quatre partenaires du cadre de concertation se réunissent le plus tôt possible pour définir le chemin à suivre à cet égard.

- *Développement des données de base sur la pauvreté (Convention AFDS-DPS)* : La pérennisation des acquis dans le DPS est fortement probable, surtout avec la finalisation du statut de l'Agence Nationale de la Statistique et Démographie qui va permettre plus de stabilité du personnel et rendre plus opérationnelle la collecte et le traitement des données de base du pays. Les enquêtes de ménage et de suivi de la pauvreté maintenant font partie du système national de la statistique avec une périodicité établie de chaque cinq ans et chaque deux ans respectivement.
- *Appui à la Cellule de Suivi Stratégique de la Réduction de la Pauvreté (Convention AFDS avec la Cellule de Suivi du DSRP au MEF).* La pérennisation des acquis de la cellule est déjà assurée. Le personnel de la cellule est incorporé au budget de l'état depuis un an. Les coûts de la pérennisation du Portail de Développement seront pris en charge par le Ministère des Finances.
- *Cellule de Suivi Opérationnel du Ministère chargé du Développement Social.* En ce qui concerne la CSO/MFFDS, il y a des très bonnes perspectives de pérennisation. Le Gouvernement finance déjà les locaux et une partie du personnel technique et de l'appui. La Cellule reçoit des appuis des autres partenaires qui continuent dans le financement des projets de la lutte contre la pauvreté dans le MFFDS.

VI. PERFORMANCES DU PROJET EN CE QUI CONCERNE LA GESTION DU PROJET

Gestion générale

43. **Clôture du Crédit 3446-SE et période de grâce.** La mission a été informée que l'Agence a proposé au Gouvernement de maintenir, pendant la période de grâce du 1er juillet au 30 octobre 2006, le noyau minimum de personnel suivant : directeur général, responsable administratif et financier, spécialiste en passation des marchés, secrétaire, documentaliste, chauffeur, courrier. L'estimation de l'Agence pour ce personnel et le fonctionnement, y compris celui de l'antenne de Ziguinchor, se situe à environ 80 millions de Fcfa. Ce montant est actuellement disponible sur la contrepartie du Gouvernement au PFDS. Au cours de la séance finale au Ministère de l'Economie et des Finances, celui-ci a marqué l'accord de son Ministère pour l'utilisation du reliquat des fonds de contrepartie à cette fin.

44. **Préparation du Rapport d'Achèvement du Projet (ICR).** La mission a été informée par le Ministère de l'Economie et des Finances (au cours de la séance finale) que l'équipe de préparation du Rapport d'Achèvement du Projet serait coordonné par le directeur de l'AFDS et constituée de l'équipe minimum maintenue dans l'AFDS (voir ci-dessus) et des responsables des partenaires de l'Agence dans l'exécution du Projet (deux Cellules et DPS), sous la coordination du directeur de l'AFDS. Le calendrier suivant a été approuvé : (i) fourniture à l'IDA du draft du Rapport du Gouvernement au 15 août 2006, (ii) transmission au Gouvernement du draft de ICR de la Banque avant le 30 septembre 2006, (iii) mission de ICR en octobre 2006, et (iv) finalisation du ICR avant le 30 novembre 2006.

45. **Pérennité de l'Agence.** La mission a été informée par le Ministre chargé du Développement Social considère que l'AFDS est l'outil approprié pour constituer l'Agence d'exécution de l'ensemble des programmes gérés par le Ministère du Développement Social notamment pour le Programme Décennal de Développement Social composé de 9 sous-programmes et 27 projets. Le Ministre, qui assure la présidence du Conseil d'Administration (CA) de l'Agence, envisage de réunir le CA dans la 1ère quinzaine de juillet pour que le CA détermine les dispositions à prendre pour permettre à l'Agence d'assurer ce nouveau mandat que lui confierait le Ministère, notamment l'inscription du coût de fonctionnement de l'Agence sur le budget 2007. La composition du CA pourrait éventuellement être modifiée pour s'ajuster à ce nouveau mandat. Le CA pourrait également modifier le nom de l'Agence qui deviendrait Agence pour le Développement Social. Au cours de ce CA seront également déterminés les destinations des équipements et matériels acquis par l'AFDS au cours du PFDS.

46. **Transition avec le PNDL.** La mission a été informée que l'Agence envisage d'organiser des ateliers de d'information et de partage du bilan de capitalisation de l'expérience de l'AFDS au cours du PFDS, au cours desquels les acquis seront partagés avec le PNDL.

Gestion financière

47. **Performance du Projet en matière de Gestion Financière.** La gestion financière du Projet continue à être satisfaisante en raison notamment du bon rythme de décaissement pendant la période écoulée. La mission a effectué une dernière revue des dépenses dont le rapport sera envoyé séparément.

48. **Situation de l'exécution financière au passage de la mission.**

- *Réallocation du Crédit.* Le Ministre des Finances a sollicité une réallocation du Crédit qui est en cours d'instruction au niveau de la Banque. L'objectif de cette réallocation est de mettre les dépenses effectives en accord avec un cadre financier en cohérence avec les dépenses.
- *Décaissements.* Au 10 juin 2006, il reste 1,84 millions USD non décaissés sur le Crédit 3446-SE et 1,35 millions USD non décaissés sur le don JSDF. Deux DRF (Nos 63 et 64) sont restées impayées du fait que deux catégories ont été épuisées et que la demande de réallocation du Gouvernement ci-dessus n'a pas été encore approuvée par la Banque. Après accord du TTL sur le dépassement, la DRF 63 a été payée. La mission prendra l'attache du service des décaissements de l'IDA pour s'assurer que les autres DRF devraient être également payées dans les mêmes conditions.
- *Audit des comptes.* Le rapport provisoire de l'audit des comptes de l'année 2005 á été transmis par l'auditeur à l'Agence qui à transmis ses commentaires à l'auditeur. Le rapport final devrait être transmis à l'IDA avant le 30 juin 2006.

49. **Clôture du Crédit 3446-SE.** Toutes les dépenses à exécuter sur le Crédit doivent être exécutées avant le 30 juin 2006.

- *Période de grâce.* Le Gouvernement a sollicité un délai de grâce de 4 mois, soit jusqu'au 30 octobre 2006 pour liquider les dépenses exécutées avant le 30 juin 2006. La mission a informé le Gouvernement de l'Accord de l'IDA sur la période de grâce, sous réserve du maintien, au sein de l'Agence, d'un minimum de personnes qualifiées pour exécuter les activités fiduciaires liées à cette période. Le Gouvernement a donné les assurances que cette capacité minimum sera maintenue à l'Agence pendant la période considérée, sur des contrats financés sur la contrepartie.
- *Audit.* Pour permettre le paiement de l'audit des comptes du projet pour la période du 1er janvier au 30 juin 2006, la mission a recommandé que (i) le contrat de l'auditeur soit prolongé par avenant pour qu'il audite les dépenses pour la période du 1er janvier au 30 octobre 2006 ; (ii) l'Agence ouvre un compte bancaire spécifique (escrow account) pour y verser le montant de l'avenant au contrat de l'auditeur ainsi que celui des frais bancaires qui seront facturés par la Banque pour la gestion de ce compte ; (iii) incorpore les preuves de ce versement dans la DRF suivante pour paiement par l'IDA et (iv) effectue le paiement de la prestation de l'auditeur, le moment venu, sur ce compte.
- . La mission a informé le Gouvernement que le rapport est attendu avant le 31 décembre 2006.
- *Contrat des personnels de l'Agence.* La mission a été informée que tous les contrats des personnels des antennes régionales à l'exception des coordinateurs régionaux ont été clôturés au 30 mars 2006. Les contrats du personnel central de l'Agence et des coordonnateurs régionaux seront clôturés au 30 juin 2006. Les personnels clés qui devront assurer le fonctionnement minimum de l'Agence sur financement du Gouvernement pendant la période de grâce feront l'objet d'un nouveau contrat.
- *Contrat des locaux de l'Agence.* La mission a été informée que les contrats des locaux de toutes les antennes régionales ont fait l'objet du préavis contractuel pour une résiliation effective au 30 juin 2006. La mission a également été informée que le contrat du bureau central est valide jusqu'au 30 octobre 2006.

également financé par l'IDA – c'est-à-dire ayant des capacités fiduciaires capables de gérer les fonds JSDF selon les normes de gestion requises par l'IDA– pour assurer la gestion du reliquat des fonds JSDF à la place de l'AFDS, au terme de la période de grâce. La mission recommande également que, pour cette investigation et les mesures à prendre pour le transfert de responsabilité, l'AFDS reste en contact étroit avec le spécialiste en gestion financière de la Mission Résidente à Dakar.

50. **Préparation du Rapport d'Achèvement du Projet.** En ce qui concerne la Gestion financière, la mission attend, avant le 30 juin 2006 le Rapport d'Achèvement de la Gestion Financière du Projet.

51. **Transition entre le PFDS et le PNDL.** La mission a été informée que le Conseil d'Administration de l'Agence, qui se réunira début juillet, statuera sur la demande du PNDL pour le transfert au PNDL des biens acquis par l'AFDS sur les fonds du PFDS. Elle a également été informée qu'une étude juridique est en cours pour déterminer le statut légal des biens acquis par l'AFDS sur financement PFDS. La mission a demandé à recevoir le rapport lorsqu'il sera disponible.

Passation des marchés

52. **Situation de l'exécution des passations des marchés au passage de la mission et dispositions à prendre en vue de la clôture du Crédit.** La mission a examiné les questions relatives aux contrats suivants :

- *Marchés d'équipement informatique de la Cellule de Suivi de la pauvreté du MEF.* La mission a examiné a posteriori ce marché qui n'avait pas fait l'objet d'un examen a priori et considère que les procédures de sélection de l'attributaire sont acceptables et considère que le contrat est éligible au financement sur le Crédit. La mission fera les démarches nécessaires auprès de la Banque pour lever la recommandation de remboursement émise par l'audit.
- *Marchés d'impression des Rapport l'Enquête ESAM II et l'Enquête de Suivi.* La mission a été informée que seul de rapport de l'Enquête ESAM II a été transmis par la DPS a l'AFDS et le rapport de l'Enquête de Suivi ne sera pas disponible pour une impression avant le 30 juin 2006. La mission a rappelé qu'aucun paiement ne pourra être fait sur ce contrat sur le Crédit de l'IDA après le 30 juin 2006.
- *Conventions avec les partenaires de l'Agence.* La mission a recommandé que l'Agence établisse un état de clôture des Conventions avec les 3 partenaires avant le 30 juin 2006.

54. **Préparation du Rapport d'Achèvement du Projet.** En ce qui concerne la Passation des Marchés, la mission a reçu les documents suivants. :

- *Rapport bilan de clôture du spécialiste principal en passation des marchés de l'Agence du Fonds de Fonds de Développement Social.* Cheikh Saad Bouh Sambe, SPPM, AFDS, juin 226, 88 pages + Annexes 141 p.
- *Rapport du Spécialiste Principal en Passation de Marchés de l'Agence du Fonds de Développement Social,* AFDS, Revue Annuelle Conjointe, Février 2004, 254 p.
- *Bilan des activités de passation de marchés réalisés dans la région de Dakar,* Fatma Seck Sow, Spécialiste en Passation des Marchés/AFDS Dakar. 2 juin 2006.
- *Album*-photo – *Quelques réalisations de l'AFDS dans la région de Dakar,* Fatma Seck Sow, Spécialiste en Passation des Marchés/AFDS Dakar. 2 juin 2006.

IX. PLAN D'ACTION

57. Le Plan d'Action ci-dessous a été convenu avec l'AFDS pour lui rappeler les plus importantes décisions prises au cours de la Mission.

Pour la clôture du Crédit

- Achèvement des 4 micro-projets d'accès service de base, sur financement PFDS	30 juin 2006
- Achèvement des Y sous-projets développement économique sur financement PFDS	30 juin 2006
- Version finale de l'évaluation d'impact	30 juin 2006
- Version finale de l'évaluation ex-post des sous-projets AGR	30 juin 2006
- Version finale de l'évaluation ex-post des conventions avec les SFD	30 juin 2006
- Transmission de la décision sur la destination des données de base e du serveur	30 juin 2006
- Rapport final de la Cellule de Suivi de la Pauvreté du MEF	30 juin 2006
- Transmission de l'inventaire des biens acquis par l'AFDS sur le PFDS à l'IDA et l'auditeur	30 juin 2006
- Ouverture d'un compte spécifique pour le paiement de l'auditeur au terme de son mandat 2006.	30 juin 2006
- Transmission par le Gouvernement au service des décaissements de l'IDA de la liste et du Montant des factures impayées au 30 juin 2006 pour financement exceptionnel après le 30/06/06	30 juin 2006
Pour la période de grâce	
- Recrutement de l'équipe minimum de gestion sur les fonds de contrepartie	30 juin 2006
- Exécution de l'audit des comptes de la période 1er janvier – 30 juin 2006	avant 30 octobre 2006
- Transmission du rapport d'audit	30 juin 2006
Pour la préparation de l'ICR	
- Transmission par Gouvernement Rapport d'Achèvement du Gouvernement	15 août 2006
- Transmission par IDA au Gouvernement draft ICR	30 septembre 2006

Dakar le 17 juin 2006

Pour la Mission de la Banque
Serge Theunynck
Responsable du Projet

Pour l'AFDS
Khardiata Lo NDiaye
Directeur Général

Annexe 1
Mise à jour des Indicateurs de Performance du Projet

1. **L'Objectif de Développement du Projet (ODP)** est le suivant : *Les communautés test améliorent effectivement leurs conditions de vie en utilisant les ressources du Fonds de Développement Social dans les domaines de développement prioritaires avec la participation des groupes vulnérables.* Les progrès du projet vis à vis de l'atteinte de ce résultat continuent à être **très satisfaisants.** La situation des 3 Indicateurs Clés de Performance (ICP) se présente comme suit :

- **ICP1.** *Au moins 75% des micro- et sous-projets financés par l'AF DS obtiennent les résultats escomptés.* **Satisfaisant.** 494 projets d'accès aux services de base (micro-projets), soit 85% des micro-projets financés par l'AFDS sont achevés de façon satisfaisante ; les autres 15% devraient être achevés avant la fin du 1er trimestre 2005. 211 projets de développement économique (sous-projets), soit 42% des 503 projets financés par l'AFDS sont achevés de façon satisfaisante ; les autres 58% devraient être achevés avant la fin du 1er trimestre 2006.

- **ICP2.** *Au moins 75% des communautés test prennent des décisions quant à leur développement basées sur leurs propres Plans de Développement Local* (PLD). Cet indicateur **est satisfait à 100%** en ce qui concerne les décisions relatives aux micro-projets car les décisions prises par les communautés -- et traduites en propositions de micro-projets – sont évaluées et approuvées par le Comité Technique d'Evaluation régional sur la base de critères comprenant la cohérence du micro-projet avec les PLD de la CR concernée.

- **ICP3.** *Environ 50% des groupes les plus vulnérables au sein de ces communautés sont au courant des résultats de la mise en œuvre des micro- ou sous-projets et sont satisfaits du processus de décision.* **Satisfaisant.** La première enquête auprès des bénéficiaires indique que 89% d'entre eux sont au courant de la mise en œuvre des projets et 87% d'entre eux sont satisfaits du processus de décision.

Composante 1. Accès aux Services de base et aux Infrastructures communautaires

2. **Rappel des Résultats Attendus (RA) et des Indicateurs Clés de Performance (ICP).** Le résultat attendu est le suivant : *Les services sociaux et les infrastructures de base financés par l'AFDS sont demandés par les communautés testées.* Les progrès du projet vis à vis de l'atteinte de ce résultat continuent à **être satisfaisants.** La situation des 2 Indicateurs Clés de Performance (ICP) est ci-dessous :

- **ICP-1.1.** *Au moins 300 micro-projets soumis par les communautés à l'AFDS satisfont aux critères de financement de l'AFDS.* **Très satisfaisant.** Au 20 novembre 2004, 578 projets de services de base soumis par les communautés satisfont aux critères de financement de l'AFDS. Le critère est satisfait à 190%.

- **ICP-1.2.** *Au moins 75 % des micro-projets financés ont des modules IEC sur le VIH/SIDA et les modules sont fournis.*
  a) La 1ème partie de l'indicateur est **très satisfaisante : 100%** des 578 micro-projets incluent, par construction, un module IEC sur le VIH/SIDA.
  b) La 2ème partie de l'indicateur est **très satisfaisante.** Un total de 5.635 personnes (soit 9 à 10 personnes en moyenne par micro-projet) dont 70% de femmes (parmi les plus de 25 ans) ont reçu une formation de «relais» sur le VIH/SIDA.

Composante 2. Accès des pauvres aux services de Micro-finance

3. **Rappel des Résultats Attendus (RA) et Indicateurs Clés de Performance (ICP).** Le résultat est le suivant : *La capacité des pauvres et des groupes vulnérables des communautés cibles, pour accéder au crédit et saisir des opportunités de génération de revenus, a augmenté.* Les progrès du projet vis à vis de l'atteinte de ce résultat continuent à être **satisfaisants.** La situation des 3 ICP est la suivante :

du critère, il est trop tôt pour mesurer cet indicateur. La mission recommande que cet indicateur soit pris en compte dans l'enquête d'évaluation ex-post.

- **ICP-3.3.** *90% des OCB suivent des procédures transparentes.* Ce critère est **satisfaisant.** En effet: (i) la revue à posteriori, dans les villages visités par la mission, des micro- et sous-projets en cours montre que les passations de marchés et la gestion financières par les communautés suivent également des procédures transparentes et bien documentées ; (ii) l'enquête de satisfaction des bénéficiaires indique que les personnes chefs de ménages sont PR sont les mieux informées sur les procédures (82%), sur les critères de sélection des OCB (76%) et des relais (64%) ainsi que sur les critères de détermination des priorités des projets (76%).

5. **Composante 4A : Rappel des Résultats Attendus (RA) et des Indicateurs Clés de Performance (ICP).** Le résultat attendu est le suivant : *Les groupes vulnérables et les communautés testées sont atteintes efficacement et servies sur la base de leur demande par le Fonds de Développement Social.* **Satisfaisant.** La situation des 2 ICP est la suivante :

- **ICP-4A.1.** *Au moins 90% des groupes vulnérables au sein des communautés test sont satisfaites des services du Fonds de Développement Social et les trouvent équitables et transparents.* **Satisfaisant.** La première enquête a exécutée d'un échantillon des 300 communautés bénéficiaires de la 1ère vague de projets montre que 90% des communautés bénéficiaires sont satisfaites des services du PDS et les trouvent équitables et transparents.

- **ICP-4A.2.** *Le niveau de pauvreté des communautés et OCB bénéficiaires est réduit, comme indiqué par un indice de pauvreté inférieur à l'indice de base, sur la base des indicateurs utilisés dans le scénario de base.* Cet indicateur sera révisé dans la version révisée du rapport d'évaluation d'impact qui sera transmis à l'IDA avant le 30 Juin 2006.

6. **Composante 4B : Rappel des Résultats Attendus (RA) et des Indicateurs Clés de Performance (ICP).** Le résultat attendu est le suivant : *Le système de suivi et d'analyse de la pauvreté au niveau national est opérationnel.* Les progrès du projet sont **satisfaisants.** La situation des 2 ICP est comme suit :

13. **ICP-4B. 1.** *3 rapports annuels sur l'évaluation de la pauvreté sont produits.* **Satisfaisant.** Le 1er rapport de suivi du DRSP par la Cellule du MEF a été publié en mars 2004 qui faisant l'état d'avancement de la mise en œuvre de 2004. Le 2ème rapport de suivi du DRSP était disponible en mars 2005 sur l'exécution du DRSP en 2004. En 2005 un rapport de réactualisation du diagnostic a été mis en œuvre en décembre 2005 en utilisant les données finales de l'ESAM 2 (qui n'étaient pas disponibles lors de la préparation du premier rapport, et qui ont permis de réactualiser les indicateurs de base), mais qui ne peuvent pas tenir compte des résultats de l'enquête de suivi qui ne sont pas encore disponibles. Le draft de matrice des mesures qui sera à la base de la révision du DSRP devait être disponible en décembre 2005, mais a pris du retard en raison de l'apparition de la stratégie de croissance accéléré.

ICP-4B.2. *La base de données sur les conditions de pauvreté est produite.* **Satisfaisant.** La base de données de l'enquête ESAM II réalisée par la DPS est disponible depuis décembre 2003. Les résultats de l'enquête de suivi seront disponibles avant la clôture du Projet. La Base de données des 1.032 villages initialement ciblés par l'AFDS est également disponible.

Annexe 2
MISSION DE CLOTURE DE L'AFDS, SECTEUR SANTE ET VIH/SIDA
Dr Aissatou DIACK, Sr Health Specialist

La mission a revu le rapport de l'évaluation des cases et sante et a constaté que les recommandations de la mission de novembre avaient été prises en compte. Elle a aussi pris connaissance du rapport d'évaluation de la formation des relais sur le SIDA et des rapports de fin de projet de la composante 1 (accès aux services sociaux de base) et 3 renforcement des capacités). Elle a noté des incohérences entre les chiffres rapportés dans les trois documents, mais ces petites erreurs pourraient être corrigées au sein de l'équipe de l'AFDS

La principale leçon apprise dans ce secteur et qu'il est possible d'intégrer la sante communautaire et la lutte contre le VIH/SIDA dans un projet de fonds sociaux avec une qualité égale ou supérieure à celle des interventions sectorielles, surtout si une attention particulière est portée à la coordination au niveau local et l'implication des élus locaux et services déconcentrés de l'État.

Pour renforcer les acquis des investissements dans la lutte contre le SIDA au PFDS et la pérennisation des investissements, la mission recommande :

(a) la restitution des évaluations sante et VIH/SIDA au niveau du MSPM et du CNLS, en présence des acteurs des différents niveaux de la pyramide sanitaire et d'autres partenaires qui interviennent dans le domaine de la santé communautaire et de la lutte contre le SIDA

(b) le renforcement de partenariat entre les collectivités locales et les services déconcentrés du Ministère de la Santé et de la Prévention Médicale pour une meilleure prise en charge de la supervision du personnel communautaire formé, un appui plus renforcé des cases de santé par les districts sanitaires à travers des stratégies avancées de prestations de soins, et une prise en compte des microprojets de santé par le ministère en vue de leur intégration effective dans la carte sanitaire gérée par les districts sanitaires au niveau opérationnel et le SNIS au niveau central.

(c) Un plaidoyer auprès du MSPM pour la transformation des cases de santé en postes de santé dans les villages pour les données démographiques le justifient.

Annexe 3
Mission pour le Rapport d'Achèvement du Projet

1. The ICR mission consisted primarily of: (i) in depth discussions by component with relevant staff and executing agency with a view to establish implementation status/progress to date vis-à-vis end of project targets; (ii) site visits and discussions with different stakeholders at national and local level involved in program implementation including Ministry of Social Development, Ministry of Finance and Statistics Office staff, communities, community based organizations, rural councils; rural administration staff; and (iii) systematic review of all available documentation to ensure that adequate data exists to report on input, output and outcome indicators as noted in the PAD and the DCA.

2. Following the closure of the PFDS on June 30, 2006, Government/ Ministry of Social Development will inform the Bank of the core team who will formally be in charge of the ICR completion. The Bank team emphasized that ensuring the finalization of the Completion Report is a Government responsibility as per the DCA. In light of the closure of the PFDS, a few options to finance this work were suggested: (i) government counterpart funds; or (ii) PNDL PPF resources. The Government will need to decide and advise the Bank accordingly.

3. Uncertainty with respect to the future of AFDS as an autonomous agency following PFDS closure and end of IDA support: I presume you have a section on this in the AM, but I would note that the Bank will need to be advised by the Government on the future of the agency as an institution. This is an important aspect for the "sustainability" and "institutional development impact" discussion of the ICR.

4. Agreements reached on the processing of the ICR:

Government final report to be submitted to the Bank	August 15, 2006
AFTH2 Internal Review meeting	week of September 11, 2006
Draft shared with Government/AFDS	week of September 25, 2006
ICR mission to discuss and finalize report	week of October 2, 2006
Country Team Review meeting	week of October 16 or 23, 2006
ICR finalized and submitted to printshop	November 2006

5. Both supervision and ICR teams also discussed and agreed on the congruency of the ratings for the final ISR and those for the ICR to the extent possible. Nevertheless, naturally, the ICR team will require additional time for analysis of available data and reflection in particular on sustainability and institutional development impact related areas.

Annexe 4
Eléments à Intégrer dans la Version Finale de l'Evaluation d'Impact

Afin de conformer aux termes de références et les objectifs de l'étude et pour améliorer la qualité technique de l'analyse, la mission a identifié les points suivants comme les éléments minimums de révision à incorporer dans le rapport principal où l'annexe :

1. **Description méthodologique** :
   a. Description de l'échantillon finale (réalisé) par secteur du MP/SP pour les 100 villages et les 31 sous-échantillons visités par les experts sectoriels.
   b. Description de l'échantillon finale (réalisé) du groupe de control (les villages programmés et témoins), les raisons pour les divergences avec l'échantillon prévu et une appréciation des implications du taille d'échantillon sur les techniques d'analyse sans AFDS-avec AFDS (sur quels thèmes et quels indicateurs reste robuste pour faire des analyses comparatif avec les villages d'intervention de l'AFDS).
   c. Explication de quels outils de collecte étaient effectivement appliqué à quel partie de l'échantillon.
2. **Calcule de l'indice global de la pauvreté :**
   a. Améliorer et approfondir l'explication méthodologique en faisant référence à la ligne de base établie par Salif Ndiaye sur les EPP. Par exemple, l'indice original était composée de +70 indicateurs dans beaucoup de secteurs. Le cabinet a décidé de la ramener à 28, donc ils ne sont pas directement comparables. etc.
   b. Présenter les résultats d'impact de l'AFDS sur l'indice en démontrant la distribution relative des villages. Par exemple, dans la situation de référence, tous les villages avaient moins de la moitié de la pondération possible. Apres l'intervention combien ont plus ? Une présentation graphique des courbes de concentration est possible.
3. **Présentation des secteurs :**
   a. Au maximum possibles, les indicateurs des résultats divers devraient être présentés toujours avec une situation de référence, soit l'avant' ou bien soit le 'sans' AFDS (village témoins).
   b. Les tableaux des principaux indicateurs sectoriels qui se trouvent dans chaque section sectorielle devrait être présenté avec la situation de référence disponible (et une preuve des moyennes – 'test of means').
4. **Meilleur organisation et exploitation du travail qualitatif (les focus groupes des cibles) :**
   a. Tel qu'il est présenté, le rapport ne montre pas bien le travail qualitatif. Juste quelques phrases sont ajoutées, mais il n'y a pas de systématisation des résultats qualitatifs. Ceci devrait être introduit, soit par secteur, soit dans quelques encadrés des observations généraux par groupe des cibles).
5. **Meilleur exploitation des données collectées dans les enquêtes de ménages et des villages**
   a. Vu la quantité des donnés et indicateurs collectés dans les enquêtes, il sera utile de préparer des tableaux de fréquence qui correspond à chaque question posée devrait être inclue dans les annexes.

Annexe 5

Social Développent Fund Project- Casamance Program
JSDF (Japan Social Development Fund) -Funded
Casamance, Senegal
07 April 2006- 08 May 2006

1) Introduction

The AFR/HD (AFTH2) through JSDF (Japan Social Development Fund) is providing funding to Agence du Fonds de Development Social (AFDS) of Senegal for the emergency reconstruction project in Casamance Region. This is to respond rapidly to the needs of the marginalized poor and vulnerable groups in post conflict zones of Senegal. The project objectives are to: (1) improve access to social services and economic opportunities by the poorest communities in the post conflict affected communities in Casamance (2) strengthen community capacities in accordance with community development strategies; and (3) test innovative approaches for expanding community development programs developed in non-conflict settings into the unique context of Casamance. Its innovative features are embedded in the following components:

a) Grants for Basic Social Services and Income Generation
b) Community Facilitation and Grassroots Management Support
c) Monitoring and Evaluation
d) Project Management

2) Objectives of the Mission

The mission objectives were to: a) review samples of ongoing micro-projects for access to basic social infrastructure, b) review of representative sample of on-going projects for access to income generating activity, c) review ongoing agreements with micro finance institutions. The review covered and assessed the relevance of objectives of micro-projects, sub-projects and MFI agreement, gauged the relevance and efficiency of the implementation activities and outputs, particularly the practice of grassroots management training in post conflict setting. Also, the mission looked into the effectiveness, efficiency and cost-efficiency of the projects vis-a vis-objectives.[6]

3) Methodology

Review of secondary data was done to support field observation, ocular inspection and interviews. Archival and document review were followed up by validation interview with concerned staff in AFDS Dakar and regional office.[7] A roundtable discussion with the AFDS Director General and technical experts was done to have a global picture of the AFDS and its implementation status. Self –administered questionnaires were prepared for the technical experts and this was complemented with one on one interview.

---

[6] In accordance with the Terms of Reference and statement of supervision mission objectives, a month-long supervision mission was carried out in Dakar and in the region of Casamance on 07 April- 08 May 2006. In addition to myself, the team comprised of AFDS Dakar (Khardiata Lo Ndye- AFDS Director General, Cheik Saad Bou Samba- Procurement Specialist, and Aliou Kandji- Support to Community Development Specialist, Boubacar Ndiaye- Capacity Building/Training Specialist, Cheikh Sadibou Ly-Micro Finance Specialist, Ngone Sow- Communication Specialist, and Ndye Coura Mbouye- Evaluation Specialist). In Ziguinchor Regional Antenna Office, Nathalie Manga- Regional Coordinator, Bakary Sonko- Regional Procurement Specialist and Maimouna Ba- Administrative and Finance Officer had participated in the mission. The Director General was not able to join in Ziguinchor due to other official commitments in Dakar. The technical experts joined the mission in Casamance only for a week (April 18-22, 2006) due to other commitments in Dakar.

[7] Annex 1 -List of Document Reviewed

Official meetings and institutional visits at the Ministry of Finance (MOF), African Development Bank (ADB), Japan International Cooperation Agency(JICA), United Nations Development Program (UNDP), and Agence Nationale pour la Relance des Activities economiques et socials en Casamance (ANRAC) were conducted in Dakar.[8]
This was followed by a field visit of the three departments in Casamance region: (a) Ziguinchor (b) Bignona and (c) Ossouye.

The mission visited six villages only in the three departments pre-selected and prepared by the antenna office due to (1) security issues and simmering conflict in the border other project sites (2) geographical distance (3) too much time consumed in official meeting and discussion in the villages (4) respect for regional office's work practice for break time and also choice of areas to be visited. The mission took place at the time when SDF was in the process of closure, thus, technical staff members in AFDS national office were not easily available at the latter part of the mission. Good practices, lessons learned and recommendations were synthesized to be incorporated as inputs to ongoing refinement of the operational framework for the National Program on Local Development and Decentralization.

The roundtable discussion with the regional antenna office was initiated to have an overview of JSDF implementation. Qualitative data were gathered from two focus group discussions with government officials, six community assemblies and dialogues with local and traditional leaders and members of the project management committees. Three mini case studies of selected individuals from vulnerable groups (sex worker, victim of mines and ex -combatant) were undertaken in coordination with ASACASE and antenna office. Dialogue and interviews with officials from peace building NGOs (Non –Government Organizations) such as WANEP (Women and Networking for Peace Building) and PROCAS (Program for Casamance), Ministry of Family, Social Development and National Solidarity, National Rural Infrastructure Program or PNIR, government officials at the regional, departmental and community level were done through institutional visits.

4) Major findings and Analysis

Generally, JSDF has been widely accepted and has gained strong endorsement and support from various actors from the region (government, non-government entities, civil society groups and other development partners). The substantial participation of the community members from all sectors (men, women and youth in the development process at the community level, coupled with strengthening of local capacities and participatory project management in a transparent manner, have provided them a sense of ownership of the project and have solidified their commitments to sustain the project. Dialogues with government officials (regional, city, departmental and community level) and messages from traditional leaders, community elders and presidents of project management committees during community assemblies revealed the community's appreciation of the projects due to their participation in the identification of their own poverty level and prioritization of real needs as basis of project development.

The supervision mission was able to see six examples of on the ground projects that reflect the accomplishment of the project development objectives (PDOs) on (a) community's improved access to social and economic opportunities (b) strengthening local capacities consistent with participatory community development strategies and partnerships (c) pilot modeling of innovative features of community driven development (CDD) approach for expanding community development programs applied in non-conflict environment to the distinctive context of Casamance Region.

A satisfactory rating of project development objectives (PDOs) and Implementation Progress (IP) were based on the following milestones: (a) Community Facilitation and grassroots management training carried out (b) Sub-projects implemented to support basic service delivery and income generating activities (c) Toolkits and training

[8] Annex 2 -List and Highlights of Interview with various Institutions

materials developed and tested on the needs of post –conflict setting (d) Increased trust and sense of community as well as community's satisfaction on community investment.

The over-all satisfactory rating of development objectives and implementation progress;
Were based on the fact that:

In community's access to improved social and economic opportunities, the regional office was able to facilitate 74 micro-projects and 19 sub-projects in Casamance region.

Department	Rural Communities	Districts and Cities	Micro-projects	Sub-projects
Bignona	5 CR,35 villages	0	30	04
Oussouye	2CR, 10 villages	1 Urban Community, 3 cities	08	08
Ziguinchor	4CR,24 villages	1 Urban Community,12 cities	36	07
	11CR,69 villages	2 Urban Communities and 15 cities	74	19

Sources: Aliou Kandji- Technical Expert – Support to Community Development and Chiehk Sadibou Ly – Technical Expert – Micro Finance

In the strengthening of local capacities, training modules, manuals and guidelines have been developed, pre-tested, conducted in a participatory manner in eleven rural communities. These training tools include community and conflict mapping, venn diagram, pyramid of needs diagram and scale of peace. Training manuals, user guides on procurement, participatory poverty assessment and participatory needs assessment, monitoring and evaluation system have been developed.

In expanding community development programs, the innovative features of CDD approach and lessons learned from other regions, have been tested in the unique context of Casamance Region. This done through facilitation of grassroots management training on financial management to 370 community members and participation of 362 community members on community- based procurement training.

5) Micro-projects on basic social infrastructure and sub-projects for access to income

A review of representative samples of ongoing micro-projects for access to basic social infrastructure and representative samples of on-going sub- projects for access to income generating activity in the three departments show the following findings:

Department	Village	Project	Counterpart	JSDF	Total Cost
Ziguinchor	Ziguinchor Kande Alassane	Multipurpose Hall or Polyvalent Center	US1, 313.	US$24,952	US$26,265
	Bourofaye Bainounck, Boutoupa Camaracounda	Communal Gardening	US$658.	US$5,925	US$6,583

6) Community Facilitation and Grassroots Management Support

Type of Community Facilitation and Training	Ziguinchor	Bignona	Oussouye	Total
1. Participatory Poverty Assessment/Participatory Needs Assessment(EPP/EPB)	190	148	63	401
2. Peace Building and Community Dynamics (PB/ODC)	180	140	74	394
3. Procurement (PM)	172	130	60	362
4. Financial Management (GF)	170	136	64	370
5. Planning(Planification)	189	36	-	225
6. Trainers training(FDF)	34	24	12	70
7. Participatory Monitoring and Evaluation(SEP)	12	12	6	30

Source: Technical Expert- Boubacar Ndye, Training, Capacity Building and Peace Building Expert, April 2006

A total of 1852 villagers from the three departments have benefited from the community facilitation and grassroots training. Topping the list of training is the facilitation of participatory poverty assessment (EPP) and participatory needs assessment (EPB) with a total of 401 or 21.7% participants. The training on peace building and dynamics of community organization (PB/ODC) was joined by 394 (21.3%) community people. These modules contribute in reinforcing the correlation between the dynamics of community organization and peace and development through poverty reduction.

About 362 or 19.5% were trained on procurement (PM) and 370 or 19.9% of local leaders have attended training on financial management (GF). For the sessions in planning, 225 or 12.14% of community representatives have participated. The training of trainers (FDF) has reached 70 or 3.7% of participants and about 30 or 1.6% of community people have been trained on participatory monitoring and evaluation. Also incorporated in the capacity building and community formation are modules on environmental issues and protection and HIV/AIDS. The March 2006 data provided by the Peace Building and Training Specialist, show that 46% (856) of 1822 participants was from the youth sector, and 29% was from the women sector and 25% are male participants.

Creative pedagogies such as role plays or community theater, group work and case studies were used to cater to the learning styles and absorptive learning capacities of adult learners.

Along with the design of training modules were several training tools and kits developed by the consultants at the region and with close supervision of the technical expert on capacity development from the national office. These are village mapping, conflict mapping, venn diagram, prioritization table, feasibility study table, scale of peace, pyramid or hierarchy of needs diagram, and illustrated guide for training and formation. The guide on training for capacity building was translated in the local dialect with the help of supervisors. A manual on village based procurement was also developed by the technical expert on procurement. For the participatory monitoring and evaluation, the production of illustrated users' manuals on Monitoring and Evaluation (M&E) and Management and Information System (MIS) are in progress.

Focus group discussion in the six communities visited revealed that as a result of their participation in the capacity building and formation activities, they are able to do their own village planning, procurement, monitor and manage the project.

7) Communication and Information

The grassroots training and community facilitation through a development oriented communication strategy helped capacitate the partner beneficiaries and other development partners. The development- based communication strategy includes (1) social communication (2) institutional and, (3) educational communication. One of the communication strategies used was the categorization of players to customize information that will promote their understanding of AFDS and JSDF, its mission and programs. Dialogue and consultation during social mobilization at the regional, departmental, district, community and village level were done to encourage all stakeholders' participation in charting development of the region. AFDS through its regional staff, supervisor and animators have listened to the voices of the community people and vulnerable groups, walked through with them to see development in their own lens and involved them in defining their own development. Interviews with the community people and with regional, city, departmental and local government officials confirm that AFDS used an effective communication strategy during social mobilization. AFDS has exhausted the use of both print and broadcast media. Grassroots radio programs, poster and leaflets were made available to public and accessible to all community members. Communication served as the backbone of information dissemination and close link in the implementation of the capacity reinforcement and sensitization which resulted in community mobilization. In June 2005, the Communication Expert in coordination with other experts (Procurement, Capacity Building, Micro-Finance, Community Development and, Monitoring and Evaluation) came up with communication plan and strategy that carry out an all encompassing objectives of the project.

8) Monitoring and Evaluation

Communities were basically involved in monitoring their own development, particularly in benchmarking their poverty level through their training and actual engagement in participatory poverty assessment, community mapping and conflict mapping. It can be inferred that these processes have provided the enabling environment for the community people not only to learn but also to build trust, confidence and solidarity among each other. The Monitoring and Evaluation expert shared that the conduct of an assessment of beneficiary satisfaction survey was considered premature due to the newness of the project in the region.

In the interim, some of the project data sets are being encoded in the national Management Information System (MIS). AFDS expert on Monitoring and Evaluation has expressed that systematization and computerization of the data will contribute to the decentralization and availability of information to the public. Building the data bank both at the national and regional level will standardize the information.

By institutionalizing this, the project becomes transparent and data are accessible in a timely manner. Responsible staff at the regions will be trained and given the user's friendly manual to enable them to update the data on the system which is web based.

The project benefits from the competence of the regional antenna office and the Technical Evaluation Committee. These two provide intermediary decision, advisory support and also the main users of monitoring and evaluation system. In the beginning, one bottleneck is the low literacy of the beneficiaries who find difficulty in understanding the value and procedures of monitoring and evaluation. This has been sorted out with the provision of training, by making it more participatory with the help of animators and by producing an illustrated guide and user's manual. The mission has observed that the data at the national and regional level are not consistent, particularly on the update on micro-project and sub-project listing. Obtaining data from the technical expert took some time and follow up due to their different pre-occupation on the project closure.

8) Project Management

The regional office is run by a regional coordinator, procurement specialist, administrative support and a secretary. Three (3) supervisors were recruited to man and oversee the implementation in three departments. They are assisted by eleven (11) animators handling an average of 10 villages per districts Four animators were assigned to Ziguinchor, five for Bignona and two for Ossueye.

At the project level, participatory management is highlighted by the creation of two committees, (1) Technical Evaluation Committee and, (2) Project Management Committee. There are six (6) Technical Evaluation Committees which had to evaluate 103 project requests. The project document are elaborated and refined by the community based organizations with the help of the supervisors, organizers and technical state services. The "visa" or approval of concerned sector (education, health, agriculture) and the local government are issued upon careful scrutiny of the project document in accordance with the criteria they have set.

Local project management committees composed of selected members and leaders from the community were formed at the onset of the project. The creation of local project management committees and the provision of capacity building packages and learning tools to enable them identify, oversee, monitor and evaluate their project make this program unique and innovative. The project implementation in the Casamance region is a lot faster because it has benefited from lessons learned from other regions where AFDS has started its development interventions. As a result, the technical preparation of the project was faster than the release of the financial support which cause delay in some projects. Interview with the regional office and also with the Technical Expert on Support to Community Development, Technical Expert on Micro-Finance and Administrative and Finance Officer at AFDS Dakar claimed that the delay in the release of the second financing was the result of delay of review of the document and papers submitted. The World Bank according to the AFDS experts needs time to review the report and project justification on deviation on the financial requests. In addition, the regional office has confirmed that the villages need actual construction and not reconstruction, thus, the financial requirement is higher than expected.

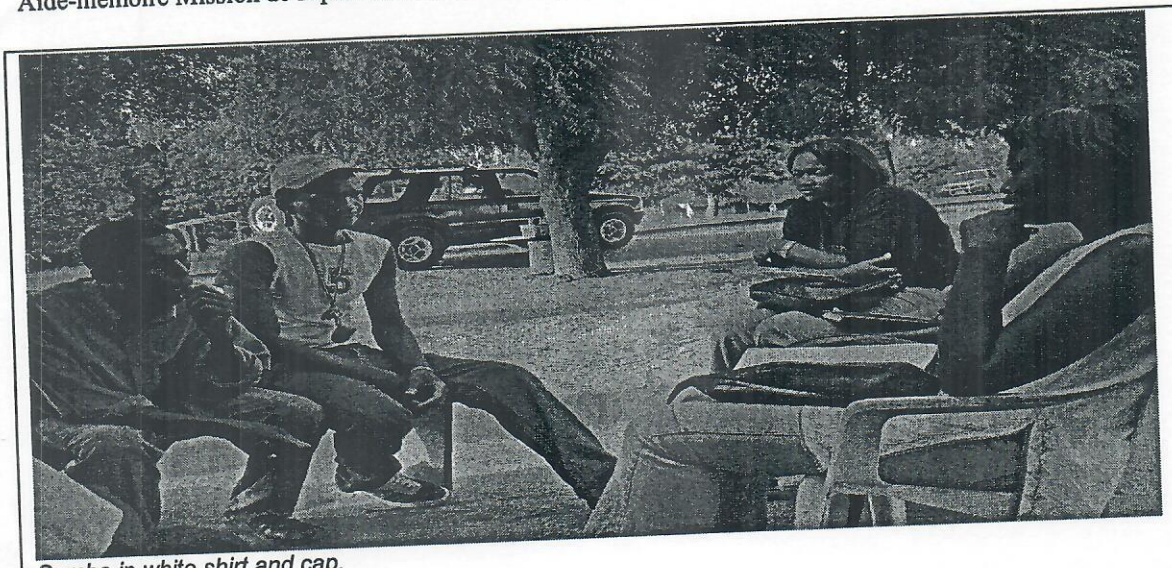
9) Review of on-going arrangement with local financial institution has revealed the following information:

AFDS has entered into an agreement with ASACASE (Association Senegalaise pour l'Appui a' la Creation d'Activites Socio-Economiques) on April 2005. ASACASE has started its operations in Casamance in the midst of the internal conflict in the region in 1992. It forged agreement and partnership with AFDS to collaborate in helping the vulnerable groups establish economic activities by providing credit as seed capital. As of today, it has supported 370 small businesses in Casamance and 226 of which are from the vulnerable groups. They are also assisting ten (10) community based organizations (CBOs) without collateral. For individual applicant, ASACASE requires a system of "savings first before credit" where applicants are encouraged to raise 5% counterpart of the amount they are borrowing. This is to cushion the impact of possible default in payment and also to teach the applicants the habit of savings. ASACASE charges 12% interest for the credit which is comparatively lower than the prevailing rate in the commercial banks which could go as high as 27%. The leader of ASACASE mentioned that they don't require collateral from the community based organizations as a part of marketing tool and to persuade the organizations to do business with ASACASE than with the commercial banks. The leader of ASACASE added that they will be able to even out the earnings from the volume of participating organizations and extent of their outreach. They would rather recruit many organizations with little interest or no collateral at all for them to compete positively with the big commercial banks in the region. According to the Director General of ASACASE, working in partnership with AFDS makes their work easier. AFDS does the preparatory groundwork such as skills training through its capacity building and formation component. All ASACASE has to do is to complement the effort of AFDS by providing the community based organizations and village committees with the financial requirement.

10) The following are mini-case studies of individual members from the vulnerable groups:

Case Study of Micro Finance Beneficiary of ASACASE
Case 1: Sex Worker, Djima

Djima is 36 years old and originally from Bignona but grew up in Ziguinchor. She learned about the ASACASE Credit Program at Colleto Selangor Hospital during one of her visits at the hospital. The hospital provides HIV/AIDS test and counseling for sex workers. ASACASE was doing a targeted social mobilization of their credit program at the hospital, thus, Djima managed to get hold of the information on the credit program of ASACASE.



Samba in white shirt and cap.

The small business or small store he established from his credit from ASACASE also helps to keep him busy and recover from the harrowing experience of landmine blast. Samba exudes a very positive attitude and did not show any hint of anger or hatred being a land mine victim.

Samba is a member of Senegalese Association of Victims of Mine. In prioritizing and targeting its members from the vulnerable groups, ASACASE has depended its data and selection on the list of Senegalese Association of Victims of Mine. During the interview, Samba has clearly recalled the requirements and training that he had to attend prior to his full pledge membership in ASACASE. In September 2005, Samba became a member of ASACASE after his successful attendance in three day training on financial management. He also raised CFA30, 000 or US$60 as a forced saving and collateral in order to open a credit with ASACASE. He managed to borrow CFA 450,000 or US$900 with 1.5 % interest per year. Out of this seed capital, Samba opened a small store in Niaguis to cater to the urban population who live in the vicinity. Samba is performing well on his credit repayment and has not defaulted in his monthly CFA23, 280 or US $46 credit dues payable in two years.

Samba has resorted to borrow capital from ASACASE due to its easier requirement, low interest and also provisions of knowledge transfer such as financial management.
He also confirmed that the ASACASE program has already been in Niaguis area long time ago and AFDS has just integrated its programs into it. He suggested that ASACASE should review again its repayment scheme and be more flexible to enable the creditors to save money. He has no savings at the moment since most of his earnings go to his daily consumption and also for his monthly dues to ASACASE. Generally, Samba is satisfied with his decision to avail of credit from ASACASE. He hopes that ASACASE will continue its work in the region and will reach out other members of the community.

Case Study of Micro Finance Beneficiary of ASACASE
Case 3: Ex combatant, Nestor Nyofona

Nestor was only 20 years old when he joined MFDC (the rebel group) in 1992. It took him seven years to realize how much time he wasted as part of the rebel movement. In 2005, after self –examination and reflection, Nestor has decided to leave the movement. "The longer I stay inside the movement, the more I discover that I am just loosing my time there. All the promises of development are not happening and there are also internal divisions. I felt that my youthful years have been misused." Nestor shared that, "there is always this guilt and people's perception that I was responsible for the lost and death of somebody else's relative or family members". The support system from his immediate family members has somehow eased his re-integration in the community. Nestor realized that he needs to find employment to keep him busy and also assimilate again in the stream of normal lives and bigger world.

On December 2004, in his effort to mainstream in the society, Nestor sought the advice of the local mayor of Niassa on how he could become a member of ASACASE. Nestor has boldly shared that it is very difficult for him to re-integrate or mainstream himself in the community. The feeling of guilt and social stigma is haunting him.

The meeting with the local mayor and ASACASE facilitators was followed up by a series of preparatory stage to become a member and to avail o f the micro-credit. Part of it was a three day training or formation on financial management which he attended with several other prospective applicants. In August 2005, an amount of CFA 400,000 or US$667 was released as a micro-credit and for him to use as a start up capital in running a small store or boutique in Ziguinchor. He complements his earnings from the boutique by fishing every three months in Dioher at Niassa. This gets a separate financing support from ASACASE. His credit to ASACASE is payable in one year with a monthly due of CFA 48, 000 or US$80.

When asked about the future, Nestor has strongly recommended that the government should revisit its program on demobilization, reintegration and re-insertion to help the ex- combatant. He also suggested for ASACASE to extend credits to other members of the community for better outreach. He likes the program and it is helping him to gradually become a part of the society. "It is never easy but at least I hope that I am on the right path this time "That was the inspiring words from Nestor as we ended our case interview.

When asked about the future, Nestor has strongly recommended that the government should revisit its program on demobilization, reintegration and re-insertion to help the ex- combatant. He also suggested for ASACASE to extend credits to other members of the community for better outreach. He likes the program and it is helping him to gradually become a part of the society. "It is never easy but at least I hope that I am on the right path this time "That was the inspiring words from Nestor as we ended our case interview.

11) Coordination arrangement with other development players
(See Annex 2 for detailed discussion)

Institutional visits and meeting dialogue with various stakeholders in the region proved that there are an enormous number of development players with programs and projects running parallel or of similar nature with JSDF. The regional antenna office has been in constant communication with these groups to exchange on information and possible sharing of resources such as poverty data and profile of the region and targeted communities. Majority of those interviewed have made positive remarks on JSDF project and have expressed interest in exploring possible areas of cooperation and means of improving coordination.

12) Conclusions and Recommendations

The pioneering of JSDF small scale financial grant to support access to social services and infrastructure and economic opportunities through participatory processes is a relevant intervention in the post conflict affected

j) Experience on participatory community empowerment through grants for basic social services and income generation and a clear cut interplay of stakeholders are inputs in refining the operation framework for GOSs agenda on decentralization and participatory local development policies and strategies

k) A plethora of development organizations alongside with the government entities, donors and other stakeholders are implementing program on people's access to socio-economic opportunities and other community driven interventions similar to JSDF supported projects. This may result in positive impact and synergy if properly communicated and coordinated at all stages and levels of implementation

Attachment 2: Coordination arrangement with other development players

a) At the National Level

UNDP-PAREP

A brief meeting with the UNDP- PAREP (Programme d' Appui a la Reduction de la Pauverete) coordinators in Dakar and their antenna office in Ziguinchor has provided the mission an overview of their poverty reduction program. At the national level, coordination with the World Bank and African Development Bank focuses on the approach on poverty mapping and profiling. Their entry points for intervention are through the local governments. They also adhere to "faire-faire" approach and use participatory poverty diagnostic tools in 27 villages in Ziguinchor. UNDP –PAREP doesn't require counterpart contribution from its beneficiaries. At the regional level, the basis of its coordination work with AFDS antenna office is on information sharing, targeting of beneficiaries and meeting on the general direction on vision for Casamance.

ANRAC

A meeting interview with the Director General of ANRAC in Dakar has shed information on their socio-economic activities for Casamance which is anchored on the frame of DRR (demobilization, reconstruction and rehabilitation). Le Casamance Group has been in existence long before the creation of ANRAC. It convenes donors meeting and tackles the challenges of harmonization of interventions among donors. At the regional level, ANRAC's program coordinator for PARC (Project d' Urgence d' Appui a la Reconstruction de la Casamance) mentioned PRAESC (Programme Relance des Activites Economiques et Sociales en Casamance) which focuses on demining, DRR, infrastructure rehabilitation and reconstruction and local development. ANRAC has mentioned the difficulty of coordination among different development actors in Casamance. The challenge is on the complementarity of actions, synergy and harmonization of interventions. ANRAC has involved different ministries, private sector, state services, local representatives of International NGOs, and the local government in a meeting for coming up with " common coordination framework". A framework that will lead to coherent, harmonized and Casamance specific program. ANRAC faces various constraints in pursuing its socio-economic rehabilitation program in Casamace. Some of which are the politics of the peace accord, proliferation of different actors with different political agenda in the region, and dealing with external financing which poses some conditionality.

JICA

In an interview with representatives from JICA in Dakar, the mission found out that JICA has pulled out operations from Casamance due to security reasons. But JICA is aware of the activities of AFDS regional antenna office due to its periodic consultation with the Bank and AFDS at the national level and during quarterly donor meeting at headquarters level. Grants are followed up at headquarters in Washington DC and Tokyo. JICA's sectoral priorities are education, health and provision of safe water supply. Its strategic focus on regional approach is peace building and reconstruction. With regard monitoring and evaluation, JICA maximizes its international experts to come up with quarterly report on projects which run for two- three years. Evaluation studies are carried out six months prior to project closure. They also added that JICA pays attention to case documentation and dissemination of best practices.

Ministry of Finance
The Ministry of Finance has commended AFDS for its innovative strategies of involving the community, particularly the vulnerable groups in realizing and prioritizing their needs through a focus group discussion. Another observation from MOF is the ability of AFDS to link different activities with different actors of different development and political agenda. One of the challenges for the Ministry is how to harmonize PRSP, fiscal decentralization and the budgetary process in a holistic capacity building of the local authorities and technical local administration. The respondent (National Coordinator-CSPLP) believes that a paradigm shift and balancing act between political interest and people centered development agenda is a process that takes time and willingness from all concerned actors.

African Development Bank or ADB
A visit to the country office and an interview of the Country Representative of African Development Bank (ADB) showed that its intervention is based on thematic areas such as girls education, water supply and provision of microfinance patterned after the Tunisian model. Its success factors lie on proximity policy, capacity to listen to its client and solidarity. ADB coordinates its development support and program with other institutions by attending harmonization meetings for Le Group Casamance convened by ANRAC.

b) Government Officials in the region

Governor, City Mayor and Regional Council and Local Mayors from Tenghory and Oulampane
At the regional level, the positive perceptions and opinions of key government officials (governor, city mayor and regional council and local mayors from Tenghory and Oulampane) on JSDF through AFDS facilitation is very high. Good communication strategy and the engagement of key stakeholders in the process are the key points that make AFDS stand out in the region. The government officials appreciate that each sectoral ministry was involved in the finalization of the community drawn projects through their representation in the Technical Evaluation Committee. Situating AFDS approach and JSDF assistance in the context of decentralization and long term peace and development is one of the recurring themes suggested from the government side at all levels. The city mayor's office has suggested that AFDS enlarge its geographic focus and targets since it is only covering 11 districts. The city council has admitted that they are not quick in identifying targets for infrastructure sites and have no financial capacity and autonomy. The city council shares a common vision with AFDS-JSDF. The operational question is how to articulate JSDF intervention in the city plans.

Although skeptical about the ongoing peace process, the regional council believes that building and making socio-economic infrastructures accessible will also contribute in sustaining peace in the region. Building infrastructures, more so with people's participation, signal some sense of stability and recovery. The opinions of two local mayors from Bignona (Tenghory and Oulampane) in a separate interview have supported the views of the city mayor. According to the local mayors, they have worked on several programs at the local government but it is only AFDS which can guarantee sustainability since they have engaged the beneficiaries from the start of the project. In line with sustainability aspect, the local government according to them can be mobilized to do the follow up, monitoring and evaluation of the project. The local mayors have suggested that 5% of the project grant be allotted as operational funds for the follow up and monitoring and evaluation activities. They are confident that AFDS has the expertise on innovative and participatory follow up and also has the operational framework for the continuity of the program. They have suggested that the local government could be a part of the follow up and monitoring activities. They admitted not having a pioneering method but they can supply the "political side" which can complete the equation for integrated and sustained development process in the region.

The office of the governor talked highly of JSDF –AFDS as well as ANRAC because of its participatory approach in providing economic and social services or infrastructures that will support the peace process in the region. He is of the opinion that peace is abstract. If the people see concrete construction and regular activities in the community, they will feel a sense of normalcy and stability which will impact on their decision to reintegrate in the process. According to him, a repertoire of different organizations (government, non-government, international

organizations, community based organizations and private sector) is good to share the responsibilities of reconstruction and rebuilding. However, he also emphasized the challenge of coordination which can become a downside if not properly managed. He emphasized the value of coordination meetings that discuss institutionalization and synchronization of efforts and not the politics of coordination. The governor believes that a regular meeting and exchange of opinion and experience among actors will combat a mindset of competition and might yield a collaborative attitude. Development actors are challenged play their role independently and yet in sync with the over-all frame of development in the region. In the case of JSDF –AFDS, he observes that it has facilitated gradual but significant milestones in bringing peace and development in the region through its basic social services and micro-projects. The governor's office is involved in the process by engaging his staff members in the identification, evaluation and selection of the project through participation in the technical evaluation committee. The governor's office is also informed on the updates on JSDF-AFDS operation in the region through random visits from the antenna office and exchange of information and data.

During the courtesy call at the mayor's office in the department of Ossouye, the mission has heard confirmation that the mayor's office appreciates the project of AFDS and the participatory nature of it. He recognized that JSDF-AFDS has reduced their work loads since AFDS has facilitated work through its supervisors and animators, the work that the local government should be doing. The local government is aware of the AFDS processes and activities as some of the meetings are held at the local government's office. The local government is also involved in the monitoring of activities during community assemblies and also in the technical evaluation committees.

National Rural Infrastructure Program (PNIR)
An interview with the regional coordinator of PNIR (National Rural Infrastructure Program) has confirmed that its infrastructure program coursed through the local governments should find complimentarity with JDSF supported projects on community empowerment. The coordinator has affirmed that PNIR and JSDF facilitated projects are inputs to decentralization efforts in the region. One operational challenge is to find a convergent point where their approach and impact can be synthesized and pursued in a more integrated fashion. PNIR works directly with the local government and JSDF mobilized and build village capacities through participatory approach.

Agency for Rural Development (ARD)
ARD (Agency for Rural Development) has expressed satisfaction on AFDS effort to involve different actors of development in the region. According to ARD their involvement and other actors' participation in the development work is a good indicator of transparency and local governance. ARD finds it too premature if AFDS leaves the region. The durability and sustainability of cooperation depends on a number of building capacity tools developed and implemented by AFDS in the region.

Ministry of Family, Social Development and National Solidarity
According to the Regional Chief of Ministry of Family, Social Development and National Solidarity, the Technical Evaluation Committee formed by AFDS is a good mechanism for coordination for all sectors involved. The Ministry hopes to learn from this experience and hopes to improve its communication strategy. Part of their hope is to also create their own committee where all poverty reduction projects within the Ministry will be organized.

c) Interaction and coordination with NGOs in the Region

CONGAD (Network of Civil Societies)
CONGAD has expressed that all development actors in the region can avail of CONGAD services which is basically focus on peace building training. Their approach of community development is anchored in the context of peace building work. The respondent (Mr. Joachim Diene) shared with the mission that AFDS have not contacted CONGAD at the start of its program in the region. He shared his observation that one of the challenges of development interventions in the region is coordination of initiatives. Some donors and NGOs only think of

their own resources and program and don't want to collaborate due to competition on the beneficiaries and targets, differences in mandates and interests.

West Africa Network for Peace Building (WANEP)
WANEP or West Africa Network for Peace Building , funded by Oxfam UK, is one of the peace NGOs contacted by the regional office during the design stage and localization of peace building manual prepared by the technical expert on capacity development at AFDS national office. WANEP does some peace building program for women through its network member Kabonketoor. As one of the four women network member of WANEP, Kabonketoor initiates projects on micro-finance, sanitation, small arms and natural resource management. The Coordinator of Kabonketoor has suggested that some areas of collaboration between AFDS and Kabonketoor can be explored to maximize resources sharing

Program for Casamance or PROCAS- GTZ
AFDS working relationship with PROCAS (Program for Casamance) under GTZ (German Technical Cooperation) started at the conception stage. PROCAS was approached by JSDF – AFDS in targeting beneficiaries. PROCAS perceives that AFDS –JSDF shares the same challenges and vision of their organization. PROCAS interventions are on peace initiative, support to self- promotion of local communities, access to basic services, capacity reinforcement and security stabilization. PROCAS believes that they should learn from each other and should find further areas of cooperation and exchange.

Association des Jeunes Agriculture et eleveurs du department d' Oussouye or AJAEDO
AJAEDO (Association des Jeunes Agriculture et eleveuers du department d' Oussouye.) Based on the roundtable discussion with AJAEDO staff members, the mission has confirmed that culture plays significant role in peace building effort. Examples are the staging of cultural week-ends and "kun-kun" or peace dance which were participated by youth and female members. Cultural week-ends may include playing football for the youth sector and some cultural activities for women. These activities aim to bring people together in a peaceful environment to enable them to work collectively on some income generating projects. The supervisor assigned in Bignona and also regional antenna office coordinates with AJAEDO on local information and sharing of project updates and data.